

# LA PRESSE



Célèbre pour ses prothèses, le coureur sud-africain a pris part aux Jeux de Londres.

## OSCAR PISTORIUS ACCUSÉ DU MEURTRE DE SA COMPAGNE L'AFRIQUE DU SUD ENTRE STUPEUR ET RAGE

SPORTS

PHOTO DAVID GRAY, ARCHIVES REUTERS

# SAINT-MICHEL MÉTIER: MÉDIATEURS URBAINS

Si le Petit Maghreb ne s'est pas transformé en un nouveau Montréal-Nord, c'est en partie grâce à eux. Premier volet d'une série sur ces pacificateurs.

PAGES A2 ET A3



Tous les après-midi, un pacificateur urbain est à l'œuvre à la sortie de l'école secondaire Joseph-François-Perrault.

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRECHETTE, LA PRESSE



AMERICAN AIRLINES ET US AIRWAYS

## UNE FUSION PARFAITE

AFFAIRES

PHOTO MIKE STONE, REUTERS



## DAVID FOENKINOS LES INGRÉDIENTS DU SUCCÈS LITTÉRAIRE

ARTS/LECTURE

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE



CANADIEN 1  
PANTHERS 0

## LA FLORIDE SOURIT AU CH

SPORTS

PHOTO WILFREDO LEE, ASSOCIATED PRESS

## « LA POLITIQUE DE LA CHAISE VIDE »

Le gouvernement Marois déplore que l'ASSÉ boycotte le sommet sur les universités. PAGES A4 ET A5



Pauline Marois

PHOTO CLÉMENT ALLARD, LA PRESSE CANADIENNE



**MARIE-CLAUDE LORTIE**  
LE VOILE ET LA FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC  
PAGE A8

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE  
« Je ne comprends pas le boycottage de l'ASSÉ, le Sommet est pourtant gratuit. » - Pierre Duchesne

Venez voir mon blogue! [www.lapresse.ca/laporte](http://www.lapresse.ca/laporte)



N'ATTENDEZ PAS À LA DERNIÈRE MINUTE!

TROUVEZ TOUT POUR VOTRE DESTINATION SOLEIL!

**ERNEST**.CA  
DU JEANS... AU COMPLET

1 888 858-5258 MAGASINEZ EN LIGNE PARTOUT AU QUÉBEC

## MÉDIATEURS URBAINS



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

# LE FRAGILE ÉQUILIBRE DU PETIT MAGHREB

Ils évitent des crises, neutralisent des émeutes, convainquent des foules de manifester pacifiquement. Ils sont sur le terrain pendant des événements très médiatisés, mais leur travail se fait généralement dans l'ombre. Des médiateurs urbains œuvrent à Montréal pour pacifier petits et grands événements. Aujourd'hui, le cas de Saint-Michel, où les rues du Petit Maghreb auraient très bien pu, sans eux, se transformer en un nouveau Montréal-Nord.



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

Une intervention salutaire de Mohammed Belaroussi, médiateur urbain, a évité un débordement après un match Maroc-Algérie à la Coupe d'Afrique.



KATIA GAGNON

L'escouade antiémeute bloque complètement la rue Jean-Talon, à l'est de Saint-Michel. Elle sépare des milliers de jeunes en deux groupes. D'un côté, les Marocains, qui viennent de voir à la télé leur équipe nationale gagner un match décisif de la Coupe d'Afrique contre l'Algérie. De l'autre, les Algériens, déçus, prêts à se battre. Des jeunes sont montés sur des voitures. Des projectiles volent. On est à un cheveu d'une émeute.

Cette scène s'est déroulée il y a un an et demi. Ce jour-là, le Petit Maghreb, dans le quartier Saint-Michel, a bien failli devenir un nouveau Montréal-Nord.

« Je me suis dit : ça va merder. On est foutus. Tout va sauter. Je voyais déjà ça s'étaler dans tous les journaux », se souvient Harry Delva, qui œuvre à la Maison d'Haïti depuis près de 20 ans.

Puis, Mohammed Belaroussi, 27 ans, s'est adressé à la foule avec un porte-voix. Il a parlé en arabe, bien sûr. « On n'a rien compris de ce qu'il leur a dit », se souvient la mairesse de l'arrondissement, Anie Samson.

« J'ai dit aux Marocains : vous avez gagné. On ne va pas gâcher la soirée. Pensez un peu à l'image qu'on va donner de nous », raconte Mohammed en souriant.

Ensuite, il a attaché ensemble les drapeaux du Maroc et de l'Algérie. Tout le monde a applaudi. L'émeute était évitée.

« À ce moment-là, tu m'aurais donné 5 millions de dollars que je n'aurais pas été plus content, relate Harry Delva. On venait de sauver un travail de rapprochement de deux années. »

## Au royaume de la fleur d'oranger

Ce travail, c'est celui de Mohammed Belaroussi. Depuis trois ans, le patrouilleur de rue arpente le Petit Maghreb, qui s'est bâti dans les 10 dernières années dans la rue Jean-Talon entre Saint-Michel et Pie-IX. Sur cette section de la rue, autrefois une extension lointaine de la Petite Italie, les trois quarts des commerces sont désormais tenus par la communauté maghrébine. C'est le royaume de la fleur d'oranger et de la viande certifiée halal. Il y a des mosquées et des narguilles dans les cafés.

Près de 4000 immigrés venant de l'Algérie et du Maroc se sont établis dans Saint-Michel, selon les chiffres du recensement de 2006 : c'est 15% de tous ceux qui se trouvent à Montréal. Et comme ces chiffres datent, la population maghrébine

est bien plus importante, souligne Anie Samson.

Mohammed, originaire d'Algérie, est parfaitement dans son élément dans ce Petit Maghreb. Peu après son arrivée à Montréal, le criminologue Harry Delva l'a recruté dans le programme Jeunes patrouilleurs géré par la Maison d'Haïti. Des patrouilleurs qui, jusqu'alors, s'étaient plutôt attaqués aux problèmes des jeunes Haïtiens.

« Le visage du quartier changeait. Il fallait s'adapter. Mohammed savait parler à ces jeunes », dit Harry Delva.

Mohammed s'est donc attelé à un patient travail de pacification. Tous les après-midi, il est à la sortie de l'école secondaire Joseph-François-Perrault. Il noue des liens avec les élèves. Et tous les week-ends, il arpente la rue Jean-Talon. Il entre dans chaque commerce, lubrifie les relations sociales entre les jeunes Maghrébins parfois surexcités et les résidents de la rue Jean-Talon.

« Il y avait des incivilités, des comportements inacceptables, raconte Mohammed. Des jeunes qui sortent fumer et s'assoient dans les marches des immeubles. Des batailles de rue. Nous avons plusieurs points noirs dans la rue il y a quatre ans. Il y en a beaucoup moins maintenant. »

Nasser Boudi a été l'un des architectes du Petit Maghreb. Le propriétaire de l'agence de voyages Medina, qui s'y est

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?  
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?  
commentaires@lapresse.ca

## SOMMAIRE

Amusez-vous!	AFFAIRES 12
Astrologie du jour	AFFAIRES 10
Bourses	AFFAIRES 6
Débats	A 16
Décès	AFFAIRES 10

Horaires télévision	ARTS 10
Loterie	A 8
Monde	A 14
Petites annonces	AFFAIRES 9
Sudoku	AFFAIRES 4

## Météo

Neige devenant fondante en après-midi, maximum 3, minimum -10. AFFAIRES 9



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

1 Mohammed Belaroussi et Harry Delva (à gauche), à l'œuvre à l'école Joseph-François-Perrault.

2 Juin 2009. Les partisans de l'Algérie, qui fêtent la qualification de leur pays en Coupe du monde, déferlent dans la rue Jean-Talon. C'est la première fois que le SPVM doit intervenir en force dans le quartier.

3 Nasser Boudi, l'un des premiers commerçants maghrébins à s'être établi rue Jean-Talon, est déçu de ce qui s'est passé dans le Petit Maghreb.



PHOTO OLIVIER JEAN, COLLABORATION SPÉCIALE

établi en 1999, a attiré des milliers de Maghrébins dans le quartier. Une grande fête populaire s'est tenue pendant quelques années. Mais M. Boudi est déçu de ce qu'il est advenu du Petit Maghreb.

«Le quartier a été victime de sa popularité», croit-il. Les matchs de soccer ont amené un afflux massif de jeunes et ont créé des problèmes majeurs de sécurité publique. «On a fait une croix sur la tenue d'événements. Il ne faudrait pas que le quartier prenne une connotation négative», dit-il.

#### Sur le radar de la police

Le Petit Maghreb est entré en force sur le radar du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) un jour gris de novembre, en 2009. Pour la première fois depuis des lustres, l'Algérie s'était qualifiée pour la Coupe du monde de soccer. Sur YouTube, les images sont éloquentes. Des milliers de partisans de l'Algérie en liesse ont déferlé dans la rue Jean-Talon. Le quartier a été pris d'assaut.

«C'était un dimanche, tout le monde était en congé. Un citoyen a appelé le 911 parce qu'il croyait que

«À un moment, les gens se sont approchés d'un policier, ils l'ont soulevé dans les airs et ils l'ont porté, comme le capitaine d'une équipe», raconte le sergent Salvatore Serrao. S'il avait été inexpérimenté, le policier Charles Dubois aurait certainement mal réagi. «Pour un policier, c'est très déstabilisant de se faire prendre comme ça», souligne M. Serrao. Mais Charles Dubois arpente depuis 15 ans les rues de Saint-Michel. Il s'est laissé faire. «C'était un test», croit Salvatore Serrao.

Le soir même, Fady Dagher a vu à la télé les images de Paris, Bordeaux, Lyon, secoués par les émeutes. «Ça brûlait. Partout. Sauf chez nous.»

#### Petite délinquance et grande détresse

Depuis ce jour de novembre, chaque match de soccer auquel participent les pays du Maghreb fait l'objet d'une préparation par le SPVM. «On suit les résultats. Et on fait une lecture de terrain quelques jours avant avec le patrouilleur de rue. Notre

Mais cette petite délinquance se déploie sur une toile socioéconomique très délicate. Un chiffre résume à lui seul le problème: alors que le taux de chômage au Québec avoisine les 7%, celui de la communauté maghrébine frôle les 30%. Même si les nouveaux arrivants maghrébins sont très scolarisés et parlent français, les cafés de la rue Jean-Talon sont bondés, le jour, d'hommes mûrs qui n'ont pas de travail.

«Le désœuvrement, c'est frappant quand on va dans les cafés. Et c'est un lieu qui entretient le désespoir, parce que tout le monde s'y raconte ses malheurs», dit Fouad Zerhouni, qui dirige l'organisme Mouvement fraternité multiethnique, établi depuis 25 ans dans le quartier Saint-Michel.

Malik Bedoui et Habib Bendahou seraient sûrement d'accord. «Le Québec, c'est le cimetière des diplômés», lance brutalement le premier, médecin de formation, rencontré au café Safir. Impossible pour lui de travailler, il lui faudrait recommencer ses études à zéro. Même scénario pour M. Bendahou. L'homme de 65 ans était professeur de génie hydraulique à Oran. Il accumule les petits boulots depuis 12 ans au Québec.

Les deux hommes sont résignés à leur sort. «Nous, on s'est sacrifiés», dit M. Bedoui. Mais plus le temps passe, plus leurs inquiétudes se font vives... pour leurs enfants. Le fils de M. Bendahou a un diplôme d'ingénieur bien québécois en poche. Malgré d'excellents résultats, il a eu du mal à dénicher un stage. Si son fils était condamné comme lui à de petits boulots, son expérience québécoise se solderait par un échec, reconnaît-il. «Il y a du désespoir chez certaines familles, parce qu'elles ont peur que leur enfant finisse comme elles», dit Mohammed.

«En France, les Beurs en sont à la troisième génération et ils sont toujours considérés comme des étrangers», souligne M. Bedoui. Si on continue, ça va être la même chose ici. Un ghetto. Comme à Montréal-Nord.»

**+** **Série**  
Demain  
dans Enjeux  
Les funambules  
du SPVM

**«IL Y A DU DÉSESPOIR CHEZ CERTAINES FAMILLES, PARCE QU'ILS ONT PEUR QUE LEUR ENFANT FINISSE COMME EUX.»**

— Mohammed Belaroussi

c'était une manifestation qui bloquait la rue. L'escouade antiémeute est débarquée», relate Anie Samson. La situation était explosive. Les jeunes montaient sur les autos garées dans la rue. Les partisans lançaient des feux d'artifice à deux pas des résidences. Ce jour-là, la police en a sué un coup, se souvient Fady Dagher, qui était alors commandant du poste de quartier.

Mais plutôt que de foncer dans le tas, la police a choisi la voie de la médiation. On a bloqué la rue pour permettre aux gens de fêter, mais du même coup, on leur a fermement demandé de cesser les comportements dangereux. Après un moment de flottement, la foule a obtempéré. Les manifestations de joie ont continué.

stratégie, c'est de mettre des gens significatifs sur le terrain, comme Mohammed. C'est beaucoup plus efficace que 50 policiers», dit Marc Charbonneau, actuel commandant du poste 30.

Si la police et la municipalité restent les bras croisés, «ce qui se passe en France dans les cités, dans 10 ans, il y a des chances que ça se passe ici», croit Anie Samson. Elle souligne l'importance d'agir avant que ne surviennent les crises.

Pour l'heure, il n'y a pas de grande criminalité maghrébine dans le quartier, estime le commandant Marc Charbonneau. On parle de petite délinquance: impolitesses, flânerie, petits vols. L'été dernier, une auto s'est retrouvée dans la piscine du parc François-Perrault.

## Les pacificateurs de Saint-Michel

Il y a 20 ans, ça n'allait pas du tout avec les jeunes d'origine haïtienne dans Saint-Michel. Les gangs de rue commençaient à prendre leur essor dans les rues du quartier, en recrutant dans les écoles. Les premières actions policières avaient choqué la communauté. C'est à ce moment-là qu'Harry Delva, criminologue de formation, a décidé d'agir.

Il s'est posté pendant plusieurs semaines au métro Saint-Michel. Il a observé. «C'était clair: le problème était jeune et il était noir.» Il a analysé la dynamique de ces jeunes Haïtiens, parfois laissés à eux-mêmes par des parents qui travaillent de longues heures. «Les jeunes se recréaient une famille. Et la rue se chargeait de faire leur éducation.»

La solution d'Harry Delva? Leur fournir cette famille de remplacement avant que les gangs ne les recrutent. Par l'entremise d'une équipe de soccer. D'un club de boxe. D'un groupe de musique. Mais il fallait d'abord trouver des médiateurs qui sauraient convaincre leurs pairs de résister à l'argent vite fait.

Il a donc recruté 10 jeunes. Il les a formés aux rudiments de la patrouille. Où aller? Quoi dire? Le programme Jeunes patrouilleurs était né. Vingt ans plus tard, il est toujours là.

À l'origine, le programme a été élaboré en collaboration avec le Service de police de la Ville de Montréal. Les façons de faire des patrouilleurs ont d'ailleurs bousculé la culture policière. Le changement a été durable: le poste 30 a attiré, depuis, plusieurs policiers orientés vers la médiation et la connaissance du terrain. Et jamais les problèmes de gangs n'ont dégénéré dans Saint-Michel comme on l'a vu dans Montréal-Nord.

— Katia Gagnon



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

Harry Delva a identifié le fait que les jeunes d'origine haïtienne, laissés seuls trop souvent par des parents qui travaillent de longues heures, étaient une source de problèmes à Saint-Michel. Sa solution: offrir un encadrement, que ce soit par la musique ou le sport, par exemple.

## Et les filles?

Au printemps dernier, avec la collaboration des Jeunes patrouilleurs, la police de Montréal a monté le projet Contact. Plusieurs dizaines de jeunes hommes, mais aussi de jeunes filles, ont pu s'initier aux arts martiaux. «Des gens de groupes communautaires sont venus nous voir. Ils nous ont dit que les filles maghrébines, on ne les voyait nulle part. Elles étaient totalement absentes des activités», explique Anie Samson. Le projet Contact a donc été étendu aux filles, recrutées par un agent sociocommunautaire dans les polyvalentes. «L'histoire des Shafia, c'est arrivé juste à côté, à Saint-Léonard. Ça pourrait arriver à nos jeunes filles», dit M<sup>me</sup> Samson.

— Katia Gagnon



## ÉDUCATION

# Il manque au moins 800 professeurs dans les universités, selon un rapport

PASCALE BRETON

Il manque au minimum 300 millions dans le réseau universitaire pour maintenir une

formation de qualité, estiment les professeurs d'université.

La Fédération québécoise des professeurs d'université (FQPPU) vient de dévoiler

un volumineux rapport de 250 pages analysant le financement et l'utilisation des fonds de fonctionnement dans les universités depuis 10 ans.

Il manque au minimum de 800 à 1000 professeurs pour retrouver un rapport professeur-étudiants acceptable, croit la FQPPU. Pour atteindre les

normes, il en faudrait davantage. Il y a quelques semaines, la FQPPU avait dévoilé un premier rapport sur l'utilisation des fonds d'immobilisation.

L'analyse des chiffres confirme tous les doutes, affirme le président de la FQPPU, Max Roy. « Il y a une tendance lourde à rendre l'université encore plus performante sur le plan administratif au détriment de la mission principale qui est une mission d'enseignement. »

Au cours de la dernière décennie, le nombre d'étudiants a constamment augmenté, mais pas le nombre de professeurs. Pendant que la masse salariale du corps professoral diminuait, celle de la direction a considérablement augmenté.

La masse salariale des recteurs, des vice-recteurs, du personnel de gérance et des membres de la haute direction a augmenté de 154 % en 10 ans. Pour la même période, la masse salariale des professeurs a chuté de 58 %.

**Les salles de cours débordent. Les professeurs ne connaissent même pas le nom de leurs étudiants, ils sont des centaines dans un auditorium. Les services offerts dans les laboratoires diminuent.**

La gestion accapare de plus en plus les budgets de fonctionnement, souligne le professeur Michel Umbriaco, spécialiste du financement. « Il y a de plus en plus de redditions de comptes qui sont demandées aux universités », dit-il en expliquant que les universités doivent engager du personnel pour y répondre, sans obtenir de rétroaction. « Il y a des caisses de rapports qui se rendent au gouvernement et que personne ne lit. »

### 300 millions manquants

Pendant ce temps, les salles de cours débordent. Les professeurs ne connaissent même pas le nom de leurs étudiants, ils sont des centaines dans un auditorium. Les services offerts dans les laboratoires diminuent.

Le réseau universitaire a un besoin urgent de 200 millions pour l'embauche de professeurs et de 100 millions pour les immobilisations et l'entretien, estime la FQPPU, qui promet un rapport plus détaillé sur cette question prochainement.

À l'aube du Sommet sur l'enseignement supérieur, les professeurs prônent aussi le retour d'un organisme semblable au Conseil des universités qui veillerait notamment au développement des programmes et des universités. Au cours des dernières années, la délocalisation des campus a mené à une « course à la clientèle », déplorent-ils.

## Grève étudiante Crédit d'impôt habituel

Bonne nouvelle pour les cégépiens et les étudiants dont le trimestre d'hiver 2012 s'est trouvé écourté par la grève : ils obtiendront le même crédit d'impôt pour leurs études qu'à l'habitude.

Dans une lettre envoyée à la Fédération des cégéps et à la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, que *La Presse* a obtenue, l'Agence du revenu du Canada indique que « le nombre de mois auxquels un étudiant a été inscrit à la session d'hiver 2012 doit être calculé selon le calendrier scolaire du cégep ou le calendrier universitaire que l'établissement avait prévu au début de la session ».

Ainsi, un cégépien dont le trimestre d'hiver 2012 devait commencer en janvier et se terminer en mai sera considéré comme inscrit pendant cinq mois. Même principe pour les étudiants dont le trimestre devait s'étaler de janvier à avril : leur crédit d'impôt sera établi selon une fréquentation scolaire de quatre mois.

— Marie-Michèle Sioui

## Comblez tous les besoins de votre entreprise à un tarif exceptionnel avec Bell.

À PARTIR DE

# 87<sup>10</sup>\$ par mois<sup>1</sup>

AVEC UN CONTRAT DE 3 ANS

### Votre forfait inclut:

- Internet d'affaires avec vitesse de téléchargement jusqu'à 10 Mbit/s
- Modem avec configuration de point d'accès Wi-Fi
- Ligne téléphonique d'affaires avec sept options d'appel<sup>2</sup>
- Trois licences de Protection Internet<sup>3</sup>
- 1 000 minutes d'appels interurbains au Canada et aux États-Unis par mois<sup>4</sup>
- Utilisation Internet illimitée maintenant incluse sans frais additionnels

**EN PRIME:** Ajoutez le service Bell Télé pour entreprises pour seulement 19,95\$ par mois dans un forfait affaires<sup>5</sup>.

Abonnez-vous dès aujourd'hui. Composez le 1 866 431-6812 ou visitez [bell.ca/comblezvosservices](http://bell.ca/comblezvosservices) pour clavarder avec un agent.

la vie est **Bell**

À jour en date du 1<sup>er</sup> février 2013. L'offre prend fin le 31 mars 2013. L'offre est réservée aux nouveaux clients d'affaires du Québec qui reçoivent cette lettre, là où l'accès et la technologie le permettent. Cette offre peut être modifiée sans préavis et ne peut être combinée à aucune autre offre. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent. Des frais de résiliation anticipés s'appliquent. Service offert dans les régions non réglementées par le CRC. Sujet au respect des modalités de votre convention de service Internet publiées sur [bell.ca/modalitesinternetaffaires](http://bell.ca/modalitesinternetaffaires) (1) L'offre est réservée aux nouveaux clients d'affaires qui conservent un abonnement continu à une ligne téléphonique d'affaires de Bell (Accès local) (46,60\$/mois: frais de relais (0,13\$/mois) et frais d'accès au réseau (9,95\$/mois) compris, frais d'accès au service 9-1-1 (0,17\$/mois) et frais municipaux (0,40\$) non compris) et au service Internet d'affaires de Bell (40,50\$/mois: frais d'accès 35,50\$, location d'un modem sans fil à 0\$, Protection Internet 5\$, vitesses de partage pouvant atteindre 1 Mbit/s) dans le cadre d'un contrat de 3 ans. (2) 1. Afficheur, 2. Transfert d'appels, 3. Conférence téléphonique, 4. Renvoi automatique, 5. Reconstitution automatique du dernier numéro, 6. Recherche de ligne ou Appel en attente, et 7. Messagerie vocale. (3) Le client doit respecter les exigences techniques et de service minimales indiquées à [bell.ca/protectioninternet](http://bell.ca/protectioninternet). (4) S'appliquent aux appels interurbains automatiques à destination du Canada et du territoire continental des États-Unis, y compris l'Alaska et Hawaï, mais excluant le Mexique. S'applique aux appels sortants; à l'exception des appels sans frais. Tarif de 0,07\$/min additionnelle. (5) Les tarifs mensuels comprennent des frais pour financer la contribution de Bell au Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL) créé par le CRC, le cas échéant. Voir [bell.ca/FAPL](http://bell.ca/FAPL). Ces frais seront indiqués séparément sur votre facture Bell. Frais de service numérique (3\$/mois, par compte) compris. Le client doit s'abonner et conserver un abonnement continu au forfait avec services Téléphonie et Internet (87,10\$/mois) de Bell, dans le cadre d'un contrat de 3 ans, ainsi que le forfait Avantage Numérique (19,95\$/mois). L'installation de base comprend: raccordement d'un récepteur à un téléviseur, installation d'une antenne, jusqu'à 50 mètres de câblage (R66), jusqu'à 3 heures de travail sur place. Achat d'équipement ou de programmation additionnel ou de valeur supérieure sera ajoutée, au prix courant.

# « La politique de la chaise vide »

Le gouvernement Marois déplore le boycottage du sommet sur les universités par l'ASSÉ

TOMMY CHOUINARD  
ET PHILIPPE  
TEISCEIRA-LESSARD

Un an plus tard, l'histoire se répète. Pauline Marois et son gouvernement ont déploré hier le fait que les militants de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) prévoient manifester devant le Sommet sur l'enseignement supérieur plutôt que d'y participer.

La première ministre Pauline Marois a dit trouver « dommage » que l'ASSÉ boycotte la rencontre, qui se tiendra les 25 et 26 février.

« Ils se privent d'un forum, d'un lieu de prise de parole où ils auraient pu faire valoir leur point de vue. C'est dommage, mais c'est leur choix, et je le respecte », a affirmé M<sup>me</sup> Marois hier. Lundi, elle avait rencontré – en vain – les représentants de l'ASSÉ pour les convaincre de participer au Sommet.

« Je trouve surprenant que l'ASSÉ, qui demandait à ne pas être exclue, se lance dans l'auto-exclusion et adopte la politique de la chaise vide », a dit de son côté le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, en reprenant des termes que le gouvernement Charest avait employés l'an dernier.

## « Sommet de l'indexation »

Quelques minutes plus tôt, en conférence de presse, l'association étudiante a officialisé son retrait du processus.

Malgré les engagements du gouvernement à traiter de la gratuité scolaire, il ne prend pas la gratuité scolaire au sérieux, a lancé Jérémie Bédard-Wien, porte-parole de l'organisation.

« L'ASSÉ quitte immédiatement le processus du Sommet, a-t-il annoncé. Le gouvernement refuse encore et toujours de considérer la gratuité scolaire comme un idéal atteignable, sous prétexte qu'elle coûte trop cher. »

L'association étudiante en a aussi contre la durée de la rencontre, qu'elle estime trop courte. Une journée et demie ne sera pas suffisante pour une discussion de fond, a soutenu M. Bédard-Wien.

« Ce sommet ne correspondra pas à la grande réflexion



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

L'ASSÉ boycotte le Sommet sur l'enseignement supérieur, qui servira à « légitimer des décisions déjà prises derrière des portes closes », selon son porte-parole Jérémie Bédard-Wien. On le voit ici en train de préparer sa conférence de presse, hier.

sur l'avenir de nos universités et sur la mission fondamentale du système d'éducation postsecondaire québécois, a déploré Jérémie Bédard-Wien. Il servira plutôt à légitimer des décisions déjà prises derrière des portes closes, comme l'indexa-

tion des frais de scolarité. » au sommet, les militants de l'ASSÉ manifesteront devant le lieu où il se tiendra, au centre-ville de Montréal. « Nous appelons à la tenue d'actions », a expliqué Jérémie Bédard-Wien, avant de demander aux

selon lui, puisqu'il s'attend à ce que le lieu qui accueillera la rencontre « soit barricadé comme une forteresse ».

## Ton conciliant

Malgré les appels à manifester contre l'événement, le ministre de l'Enseignement supérieur n'a pas voulu attaquer directement l'association étudiante. « Je ne suis pas dans la confrontation. On se souvient de la recette de l'année dernière, ça a créé une crise. On ne reproduira pas cette recette-là », a-t-il soutenu.

Selon lui, « il se prendra des décisions importantes à ce sommet qu'on prépare. Il y a des grandes réformes qui vont transformer les universités pour les 10, 15 prochaines années. Quand on n'est pas là, on ne peut pas influencer les décisions ».

« Ce sommet ne correspondra pas à la grande réflexion sur l'avenir de nos universités et sur la mission fondamentale du système d'éducation postsecondaire québécois. » — Jérémie Bédard-Wien, porte-parole de l'ASSÉ

Grève et manifestation

Plutôt que de participer

forces de l'ordre de ne pas faire preuve de « brutalité policière ».

Le porte-parole n'a pas voulu exclure que des manifestants veuillent perturber physiquement la rencontre. Mais ce scénario est peu probable,

## NOUVELLE PROPOSITION DU PARTI LIBÉRAL

Le Parti libéral (PLQ) s'est montré compréhensif à l'égard de l'ASSÉ, lui qui a tant condamné l'attitude de ce groupe par le passé. Le gouvernement Marois l'a « induite en erreur » en affirmant que toutes les options seraient sur la table au Sommet, a martelé le député Gerry Sklavounos. Le PLQ participera au sommet et y soumettra une proposition. M. Sklavounos a laissé entendre que le parti ferait officiellement une croix sur la hausse de 82% en sept ans qu'il voulait imposer quand il était au pouvoir.

— Tommy Chouinard

## Québec ouvert à une suggestion de la CAQ

# Un effort des entreprises pour soulager les universités

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Le gouvernement Marois montre une certaine ouverture à l'idée de réduire, voire d'abolir certains crédits d'impôt aux entreprises afin d'annuler les compressions de 124 millions de dollars dans les universités pour cette année.

Cette proposition vient du chef caquiste François

Legault. À l'Assemblée nationale, hier, il a proposé de demander aux entreprises une telle « contribution », en soulignant que les compressions pour l'année en cours sont décriées de toutes parts.

« J'invite la première ministre à poser un geste responsable pour rétablir un climat qui va être productif au Sommet », a-t-il déclaré.

Pauline Marois est demeurée prudente, en suggérant à M. Legault de faire sa proposition au Sommet. Son ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, est allé plus loin et a entrouvert la porte à l'idée de la Coalition avenir Québec (CAQ). « Sur la proposition [concernant les] gens d'affaires, je trouve ça très intéressant », a-t-il dit deux fois plutôt qu'une.

Pierre Duchesne n'a pas voulu étayer sa position à la sortie du Salon bleu. Son entourage précise que l'avenue proposée par la CAQ n'a pas été étudiée jusqu'à présent. Québec propose pour le moment aux universités de creuser davantage leur déficit accumulé pour amortir les compressions qui vont atteindre au moins 250 millions en deux ans.

La Fédération des chambres de commerce du Québec a condamné la proposition de la CAQ en disant que « les entreprises ne sont pas un buffet ouvert ». Le Conseil du patronat s'est montré un petit peu plus réceptif à l'idée. Mais il faudrait une « révision plus globale » des subventions et des crédits d'impôt afin de les rendre plus efficaces, selon lui.

**Bonne fête Martin!**

**UN CHEF À LA CABANE ce soir 21 h**

**Nouveauté avec Martin Picard**  
C'est l'anniversaire de Martin! Au menu : goûter romantique et champagne.

En cuisine, des classiques revisités tels que jambon fumé à l'ananas et œufs dans le sirop d'érable.

telequebec.tv

Les produits d'érable du Québec

## MONTRÉAL PLUS

Embauche de cadres sans appel de candidatures

## Québec tient Montréal à l'œil

KATHLEEN LÉVESQUE

Le gouvernement du Québec ne baisse pas la garde. Pour la deuxième fois en trois mois, le ministre des Affaires municipales, Sylvain Gaudreault, a téléphoné hier au maire de Montréal, Michael Applebaum, afin d'obtenir des explications sur l'administration de sa ville.

Le ministre a ainsi réagi aux révélations de *La Presse* selon lesquelles près du tiers des nominations de cadres dans la première moitié de 2012 s'est fait sans qu'il y ait d'appel de candidatures et que 80% de ces dossiers ne sont pas conformes à la politique montréalaise de la main-d'œuvre. Ce

« Je ne suis pas en train de chaperonner Montréal. Mais je pense qu'il y a actuellement une demande sociale pour que l'on suive les choses de près. C'est ma responsabilité comme ministre de le faire », a déclaré M. Gaudreault lors d'un entretien avec *La Presse*.

Quant à savoir si Montréal lui donne du fil à retordre, M. Gaudreault a laissé tomber un petit rire avant de souligner que « ça ne prend pas de temps pour être rappelé ». « On s'adapte aux circonstances. À Laval, on a désigné deux vérificateurs. À Montréal, on a collaboré pour la mise en place du comité [de révision de l'attribution des contrats] présidé par Jacques Léonard », a rappelé M. Gaudreault.

Le ministre s'est entretenu avec le maire Applebaum quelques minutes avant la tenue d'une conférence de presse convoquée par le directeur général de la Ville, Guy Hébert. D'entrée de jeu, ce dernier s'est dit « franchement estomaqué » par les conclusions du rapport de la Commission. C'est, selon lui, une « pseudo-crise » remplie de « demi-vérités ».

« Je veux être clair: l'arbitraire, le copinage administratif et le favoritisme n'ont pas leur place à la Ville de Montréal », a soutenu M. Hébert qui a dit se sentir attaqué. Il a donné l'assurance qu'il n'avait jamais répondu à une demande politique.

La chef de l'opposition officielle, Louise Harel, a déjà annoncé que son parti, Vision Montréal, déposera une motion au conseil municipal afin que soient consolidés le statut et les pouvoirs de la Commission de la fonction publique. « La Commission doit avoir les moyens de ses mandats pour garantir qu'il n'y a pas d'arbitraire dans l'embauche, notamment des cadres », a dit M<sup>me</sup> Harel.

Le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron, a demandé au gouvernement de clarifier la situation, et a lui-même refusé de prendre parti.

« Je pense qu'il y a actuellement une demande sociale pour que l'on suive les choses de près. »

— Sylvain Gaudreault, ministre des Affaires municipales

sont les « constats troublants » que fait la Commission de la fonction publique de Montréal dans son rapport annuel de 2012, qui sera déposé le mois prochain au conseil municipal.

Malgré lui, le ministre s'est retrouvé au centre de tirs croisés. D'un côté, il y a la dénonciation de la Commission et son souhait que son statut et ses pouvoirs soient explicitement inscrits dans la Charte de Montréal. De l'autre côté, la Ville croit pouvoir faire l'embauche de son personnel de façon intégrée sans être surveillée par la Commission, surtout depuis que le processus d'embauche a été centralisé en 2011.

Sylvain Gaudreault a demandé au maire Michael Applebaum de lui faire parvenir un avis sur la question. Une fois qu'il aura le portrait d'ensemble, le ministre entend trancher.

## Rotrand propose des élections référendaires

KARIM BENESEAIEH

Choisir son conseiller ou son maire n'excite pas les foules, la participation aux élections municipales le démontre tous les quatre ans. Mais qu'arriverait-il si on pouvait y décider du même coup de la fréquence de l'enlèvement des ordures, exiger une nouvelle piste cyclable ou une bibliothèque, voter sur le droit d'élever des poules?

« Ce serait une importante avancée dans les droits des citoyens, croit le conseiller montréalais indépendant Marvin Rotrand. Les électeurs verraient qu'ils peuvent donner une direction claire à l'administration de leur ville. »

Avec un trio de conseillers indépendants, M. Rotrand proposera à la prochaine réunion du conseil municipal, le 25 février, une motion pour offrir un nouvel outil de consultation des Montréalais. Si elle est adoptée, les citoyens pourraient voir apparaître un nouveau bulletin aux prochaines élections municipales, en novembre prochain. Après avoir choisi leurs

conseillers, leur maire d'arrondissement et le maire de la ville, ils devraient répondre sur un deuxième bulletin à une question référendaire.

Comme le prévoit déjà le « droit d'initiative » adopté en 2009, cette question doit remplir deux critères: être de compétence municipale et obtenir suffisamment de signatures en appui. La pétition doit comporter au moins 15 000 signatures pour l'ensemble de la ville, ou 5% du nombre d'électeurs de l'arrondissement.

Une seule pétition a jusqu'à maintenant réussi à passer la rampe, celle qui a permis de tenir une consultation publique sur l'agriculture urbaine, au printemps 2012.

Combiner élections et référendums « n'engendrerait pas tellement de coûts supplémentaires », estime M. Rotrand. Il croit que la législation provinciale actuelle permettrait cette innovation à Montréal. Après avoir tâté le terrain au sein des trois partis municipaux montréalais, il estime plausible que la motion soit adoptée à la fin du mois.

## Commission Charbonneau Milioto témoignera

La commission Charbonneau a finalement confirmé que le prochain témoin entendu sera Nicolo Milioto, que plusieurs décrivent comme le responsable de la collusion dans le milieu de la construction à Montréal. L'entrepreneur Giuseppe Borsellino doit terminer lundi matin son témoignage. Certains avocats ont manifesté leur intention de le contre-interroger. Nicolo Milioto, qu'on a vu dans la salle d'audience la semaine dernière, entrera ensuite en scène. L'homme d'affaires a été décrit tour à tour comme le responsable du partage des contrats entre les

entrepreneurs en construction de Montréal et la courroie de transmission entre le cartel et la mafia. La Gendarmerie royale du Canada a filmé l'homme à son insu, au club Consenza, en train de recevoir des liasses d'argent d'entrepreneurs et les cacher dans ses chaussettes. L'entreprise de Milioto, Mivela, a longtemps été l'un des acteurs importants de la construction à Montréal. Elle a obtenu la part du lion dans les travaux de trottoirs. Il a d'ailleurs été surnommé monsieur Trottoir par plusieurs dans le milieu. — Pierre-André Normandin

Projet Montréal  
Plainte contre un conseiller retirée

Accusé de rupture de confidentialité en octobre 2012, le conseiller Peter McQueen, de Projet Montréal, n'a même pas eu à se défendre devant la Commission municipale du Québec. La plainte a été retirée moins d'un mois plus tard par la présidente de l'organisme à l'origine de l'affaire, Cinéma NDG. Cette décision a été prise « après avoir consulté [ses] partenaires d'affaires impliqués dans les événements », indique-t-on dans la décision de la Commission, datée du 22 janvier dernier. Elle a été

rendue publique hier par Projet Montréal. M. McQueen risquait la destitution pour avoir prétendument utilisé des informations confidentielles et tenté d'intervenir dans le processus de revitalisation de l'ancien Cinéma V, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. L'organisme retenu par l'arrondissement, Cinéma NDG, accusait M. McQueen d'avoir rencontré l'institution financière impliquée pour tenter de changer la nature du projet. — Karim Benessaïeh

## Fermeté du tissu du cou

## Derma-Lifte COLOSTRUM

contre les outrages

du temps,

combat

l'apparence

des

rides



Achetez une Crème  
Derma-Lifte COLOSTRUM  
et recevez une 2<sup>e</sup> tout à fait  
GRATUITEMENT\*



En vigueur du samedi

16 au jeudi 21 février 2013\*

\* Jusqu'à épuisement des stocks

Le relâchement des tissus de la peau survient à un certain moment de la vie. **Derma-Lifte COLOSTRUM** une crème antirides peut donner au cou une apparence plus ferme.

**Derma-Lifte COLOSTRUM** a créé une préparation crémeuse à base de **COLOSTRUM**, pour rehausser l'apparence de la peau du cou. Votre peau paraîtra plus jeune et plus lisse.

Les recherches ont montré que le **COLOSTRUM** possède une multitude de bénéfices, incluant des facteurs épidermiques qui donnent à la peau une apparence revitalisée et raffermie. Son rôle est de renverser l'apparence des signes du vieillissement de la peau et améliorer son élasticité.

Le **COLOSTRUM** renferme 250 substances et se présente comme un des plus forts éléments de la nature.\*\*

Les effets combinés du **COLOSTRUM** sont une véritable ressource pour l'épiderme et ont une influence profonde sur l'aspect, la texture, et la FERMÉTÉ de la peau du cou. **Derma-Lifte COLOSTRUM** exerce donc ses effets par le cheminement de ses facteurs d'afflux au sein du tissu cutané.

De plus, **Derma-Lifte COLOSTRUM**, en reconnaissant l'importance de la richesse des facteurs du **COLOSTRUM** pour l'homéostasie cutanée, parvient à redonner une belle apparence à la peau en subvenant aux besoins des acteurs pivots de celle-ci. Des acteurs dont le rôle est de retarder les signes, l'aspect et la visibilité des outrages du temps.

\*\*Référence: convention of the American College for Advancement in Medicine.

Derma-Lifte<sup>MD</sup> Colostrum: Ingrédients INCI déposés

www.bio-actif.com

Disponible aux endroits suivants :

Espace Santé Beauté Johanne Verdon  
1278, rue Jean-Talon Est, Montréal  
514 279-3709

Espace Santé Beauté Johanne Verdon  
2750, Chemin Ste-Foy, bur. 109, QC  
418 656-1266

Boutique Luc Mathieu  
5455, boul. des Forges, Trois-Rivières  
Commandes postales : 819 378-7777  
Ligne sans frais : 1 877 511-3368

Espace Santé Beauté Johanne Verdon  
1600, Le Corbusier (Centre Laval)  
450 688-5455

Boutique Luc Mathieu  
2622, rue King Ouest  
À l'arrière de l'édifice 2630 Sherbrooke  
819 823-3322

Espace Santé Beauté Johanne Verdon  
341-A, boul. St-Joseph, Gatineau  
819 770-3645

Néo-Santé  
495, rue St-Georges, St-Jérôme  
450-436-5548

Espace Santé Beauté Johanne Verdon  
127-A, boul. Des Promenades, St-Bruno  
450 653-6009

Boutique Luc Mathieu  
227, rue Principale ouest, Magog  
819 868-3368

Espace Santé Beauté Johanne Verdon  
Galeries Rive-Nord  
100, boulevard Brien, Repentigny  
450 657-2032

Boutique Luc Mathieu  
104, route du Président-Kennedy, Lévis  
418 833-5933

Vitavie au naturel  
3333, du Carrefour Promenade, Beauport  
418-667-0070

Ferti 2000  
Commandes postales  
Tél. : 514 272-1365

Ligne extérieure : 1 800 272-1365  
Lundi au vendredi : 9h à 17h  
Samedi et dimanche : 8h30 à 17h

Santé en direct  
Ligne ouverte avec Johanne Verdon  
sur les ondes de CJMS 1040 AM  
le jeudi de 11h à 12h et sur les ondes de  
CJLV 1570 AM et CJMS 1040 AM  
samedi et dimanche de 8h à 11h  
450-680-1570 1-866-895-3142

1000\$	100\$	500\$	100\$
16,03\$	1,60\$	8,01\$	1,60\$

Si votre solde quotidien moyen est de :  
de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours :

Exemple de frais de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours :

Termes et conditions de la vente pour le programme de financement « Paiements mensuels égaux, sans intérêt » : achat minimum requis de 799\$ avant taxes pour les électroménagers sauf items sélectionnés. Sur approbation du crédit et conditionnel à la signature d'un contrat avec Accord D Desjardins, ne payez que les taxes au moment de l'achat. Le premier versement mensuel du montant financé est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum du de la carte de crédit) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion. L'intérêt n'est pas appliqué sur le versement mensuel si le paiement minimum du est effectué avant la date d'échéance apparaissant sur l'état de compte mensuel. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du détenteur est alors calculé au taux de 19,5% annuellement sur les sommes en souffrance. Il n'y a aucuns frais de renouvellement ou d'adhésion. Détails en magasin.

Offres en vigueur du lundi 11 février au dimanche 17 février 2013. Quantités limitées sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire uniquement. Ces offres ne peuvent être cumulées à aucune autre promotion. Détails en magasin. Non valable aux Galeries du sommeil, Brault & Martineau, Brault & Martineau dégrada de votre achat un montant équivalent à la TPS et à la TVQ. Délais en magasin. \*\*Marques et modèles sélectionnés. Détails en magasin. \*Voir conditions en magasin. \*\*Dans un rayon de 200 km.



# Brault & Martineau

Pour le meilleur et pour le prix

NOUS PAYONS LA

## TPS ET LA TVQ

SUR LES ÉLECTROMÉNAGERS\*\*\*

**Amana**

**Laveuse à chargement frontal de 4 pi<sup>3</sup> C.E.I.**

6 programmes, 3 réglages de température, essorage de 1100 tr/min, Energy Star®



Piédestaux  
5,81 \$\*/mois ou 209 \$ ch.

**Sécheuse de 6,7 pi<sup>3</sup>**

6 programmes, 4 réglages de température  
**Livraison, ramassage et service gratuits**



30<sup>53</sup>\$/mois  
ou  
**1099\$**  
La paire

NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ

**FRIGIDAIRE**

**Réfrigérateur de 18,2 pi<sup>3</sup>**

2 tablettes coulissantes en verre pleine largeur, 2 tiroirs à légumes dont 1 à humidité contrôlée, tiroir à charcuterie  
**Livraison, ramassage et service gratuits**

**Lave-vaisselle**

Capacité de 14 couverts, 3 cycles de lavage, cuve haute, broyeur d'aliments durs, mise en marche différée  
**Livraison, ramassage et service gratuits**

**Cuisinière**

Four de 4,8 pi<sup>3</sup> avec porte en verre, 2 éléments de 6 po et 2 éléments de 8 po, dessus relevable, système de grilloir Vari-Broil® bas/élevé  
**Livraison, ramassage et service gratuits**



11<sup>08</sup>\$/mois  
ou  
**399\$**  
Lave-vaisselle

NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ

15<sup>25</sup>\$/mois  
ou  
**549\$**  
Réfrigérateur

NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ

11<sup>92</sup>\$/mois  
ou  
**429\$**  
Cuisinière

NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ



## NOUVEAU! Plan BM: Service de livraison flexible et gratuit\*\*

► Maintenant Plage horaire de 4 heures

**Whirlpool**

**Réfrigérateur de 18,5 pi<sup>3</sup>**  
Portes planes au fini texturé, portes réversibles, 2 balconnets de porte pleine largeur, 2 demi-balconnets de porte fixes, Energy Star®  
**Livraison, ramassage et service gratuits**

**Lave-vaisselle**  
Capacité de 12 couverts, 3 programmes, 4 options, 4 niveaux de lavage, cuve haute, lavage écoefficace, Quiet Partner®, Energy Star®  
**Livraison, ramassage et service gratuits**

**Cuisinière**  
Four de 4,8 pi<sup>3</sup>, affichage DEL, tiroir de rangement  
**Livraison, ramassage et service gratuits**

19<sup>14</sup>\$/mois  
ou  
**689\$**  
Réfrigérateur

12<sup>19</sup>\$/mois  
ou  
**439\$**  
Lave-vaisselle

13<sup>58</sup>\$/mois  
ou  
**489\$**  
Cuisinière

NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ

**Whirlpool**

**Laveuse de 4,1 pi<sup>3</sup> C.E.I.**  
12 programmes, tambour en acier inoxydable, technologie d'essorage silencieux, essorage de 800 tr/min, Energy Star®

**Sécheuse de 7 pi<sup>3</sup>**  
9 programmes, 4 réglages de température, système AutoDry®, système de réduction des bruits Quiet Dry®, option antifroissement Wrinkle Shield®  
**Livraison, ramassage et service gratuits**

27<sup>75</sup>\$/mois  
ou  
**999\$**  
La paire

NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ

**SAMSUNG**

**Réfrigérateur de 21,6 pi<sup>3</sup>**  
Largeur de 30 po, 4 demi-tablettes, éclairage DEL, Energy Star®  
**Livraison, ramassage et service gratuits**

**Lave-vaisselle**  
Capacité de 14 couverts, 4 programmes, intérieur en acier inoxydable, capteur anti-fuite, Energy Star®  
**Livraison, ramassage et service gratuits**

**Cuisinière avec four autonettoyant**  
Four de 5,9 pi<sup>3</sup>, élément de cuisson dissimulé, nettoyage par vapeur Steam Quick®, cuisson intelligente, zone réchaud  
**Livraison, ramassage et service gratuits**

41<sup>64</sup>\$/mois  
ou  
**1499\$**  
Réfrigérateur

18<sup>03</sup>\$/mois  
ou  
**649\$**  
Lave-vaisselle

27<sup>47</sup>\$/mois  
ou  
**989\$**  
Cuisinière

NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ

**MAYTAG**

**Laveuse à chargement frontal de 4 pi<sup>3</sup> C.E.I.**  
12 programmes, essorage de 1200 tr/min, Power Wash® cycle d'élimination des allergènes, Energy Star®

**Sécheuse de 6,7 pi<sup>3</sup>**  
9 programmes, 6 réglages de température, capteur d'humidité IntelliDry®  
**Livraison, ramassage et service gratuits**

41<sup>64</sup>\$/mois  
ou  
**1499\$**  
La paire

NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ

**LG**

**Réfrigérateur de 19,7 pi<sup>3</sup>**  
4 demi-tablettes, congélateur tiroir, commandes et affichage tactiles, éclairage DEL, Energy Star®  
**Livraison, ramassage et service gratuits**

**Lave-vaisselle**  
Capacité de 14 couverts, commandes entièrement intégrées, ultra-silencieux  
**Livraison, ramassage et service gratuits**

**Cuisinière encastrable avec four à convection autonettoyant**  
Four de 5,4 pi<sup>3</sup> à convection avec ventilateur, commandes lisses SmoothTouch, 1 élément double de 6/9 po, 1 élément de 12 po et 2 éléments de 6 po  
**Livraison, ramassage et service gratuits**

47<sup>19</sup>\$/mois  
ou  
**1699\$**  
Réfrigérateur

34<sup>69</sup>\$/mois  
ou  
**1249\$**  
Lave-vaisselle

55<sup>53</sup>\$/mois  
ou  
**1999\$**  
Cuisinière

NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ

**SAMSUNG**

**Four à micro-ondes de 1,8 pi<sup>3</sup> avec hotte intégrée**  
Puissance de 1000 watts, 12 réglages préprogrammés, ventilateur à 2 vitesses 400 pi<sup>3</sup>/min  
**Garantie du fabricant de 12 mois**

**Refroidisseur à vin**  
Pouvant contenir jusqu'à 45 bouteilles, thermostat numérique, plage de températures programmable de 4-18 °C  
**Livraison gratuite**

**Simplicity Congélateur horizontal de 7 pi<sup>3</sup>**  
Thermostat sur le devant, vidange de dégivrage, panier de rangement, Energy Star®  
**Livraison gratuite et garantie du fabricant de 24 mois**

8<sup>86</sup>\$/mois  
ou  
**319\$**

10<sup>25</sup>\$/mois  
ou  
**369\$**

9<sup>41</sup>\$/mois  
ou  
**329\$**

NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ

EXCLUSIVITÉ BM

Payez en

# 36

## versements sans intérêt\*

jusqu'en février 2016 sur les électroménagers

HEURES D'OUVERTURE:

LUNDI AU VENDREDI 10H À 21H • SAMEDI 9H À 17H • DIMANCHE 10H À 17H

braultetmartineau.COM

Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau



Suivez-nous sur twitter au @BM\_Promotions

**BROSSARD** 450 619-6777 **GATINEAU** 819 561-5007 • 1 877 755-2555 **KIRKLAND** 514 697-9228 **LASALLE** 514 364-6110 **SAINT-LÉONARD** 514 254-9455  
**RENTIGNY** 450 470-0815 **SHERBROOKE** 819 562-4242 • 1 800 267-4240 **SAINT-HUBERT** 450 676-1911 **SAINTE-THÉRÈSE** 450 430-0555 **LAVAL** 450 682-2516

## ACTUALITÉS

## Qui a peur de Leila?



MARIE-CLAUDE  
LORTIE  
CHRONIQUE

Leila Lesbet est arrivée à Montréal il y a 12 ans. «Je suis venue ici parce qu'en Algérie, en tant que femme, ce n'était plus possible de vivre.»

Avec mari et enfants, en octobre 2001, Leila s'installe dans la région métropolitaine.

Enseignante dans son pays d'origine, elle trouve un emploi ici comme technicienne en éducation spécialisée dans une école. En gros, on lui confie les cas difficiles et son rôle est de désamorcer les crises, de rendre studieux des enfants qui ruent dans les brancards.

Rapidement, elle s'engage aussi dans le mouvement féministe. Militante un jour, militante toujours. Avoir vu son nom affiché dans les mosquées en Algérie, invitant les fidèles à l'assassiner parce qu'elle a organisé des manifestations contre le pouvoir, notamment la marche du 8 mars 1994, n'a pas réussi à la faire taire.

Elle devient membre de la Fédération des femmes du Québec (FFQ). Écrit des lettres d'opinion. S'engage dans les discussions. En 2009, elle se désole de voir la Fédération prendre une

position controversée sur le port du voile dans la fonction publique.

La FFQ est pour ce que certains appellent la «laïcité ouverte», donc en faveur du port du voile par les agents de l'État, pour celles qui le veulent. Leila, musulmane, est de celles qui ne veulent pas que l'État ouvre la porte à ce symbole.

Elle est de celles qui trouvent que le voile n'est pas

rappelle-t-elle. «Ce voile et cette burqa qu'on défend ici sont entachés du sang de toutes les adolescentes et les femmes qui ont voulu dire non.»

Leila va même plus loin. Très loin. «Le voile, c'est notre étoile jaune», dit-elle en faisant référence au tragique symbole utilisé par les nazis pour identifier les juifs. «Je ne peux pas soutenir une oppression, une atteinte à la dignité humaine.»

Leila a des idées qu'on entend peu souvent formulées par des musulmanes, comme elle, sur la place publique. Dans la communauté à Montréal, dit-elle, ses idées sont partagées, mais en privé surtout. Pourquoi? «Nous sommes fatiguées», dit-elle,

Mais Leila, dont les enfants sont aujourd'hui partis travailler en Europe, a du temps. Et elle tient tellement à ses idées qu'elle voulait les faire entendre à la Fédération des femmes du Québec dans le cadre des états généraux que l'organisme a convoqués afin de déterminer ses orientations politiques pour les 20 prochaines années.

Après avoir participé à certaines activités, dont un colloque en mai dernier, Leila s'est toutefois fait dire par les organisatrices de ce vaste mouvement de réflexion qu'elle n'aurait pas sa place aux «tables» de discussion qui ont cours actuellement en vue du grand forum final de novembre prochain.

Qui m'a représentée à ce procès?»

Alexa Conradi, présidente de la FFQ, était au courant du dossier quand je l'ai jointe hier. Son explication: la décision d'exclure deux personnes des tables de discussion – elle n'a pas voulu les nommer, mais il s'agit de Leila Lesbet et de l'anthropologue Michèle Sirois – est liée à des questions pratiques, assure la présidente. «Le comité d'orientation devait veiller à ce que les tables soient fonctionnelles», a-t-elle affirmé sans préciser la nature des problèmes de «fonctionnalité» posés par les deux féministes, dont les opinions sur le voile sont à l'opposé de celles mises de l'avant par la FFQ.

Private-t-on les états généraux de points de vue importants? D'idées qu'on entend peu en public de la bouche de musulmanes féministes? Pas du tout, réplique M<sup>me</sup> Conradi. «Cette voix est déjà présente dans le mouvement des femmes.»

Et puis, dit-elle, il y a encore de la place pour la discussion, des événements publics à venir, de l'espace sur le web pour publier des lettres...

Leila, elle, n'arrive pas à croire que ses idées, son temps, son énergie, sa volonté de participer aient ainsi été mis de côté. «Comment peuvent-elles parler d'inclusion, d'intersection, d'égalité? demande-t-elle. Quelle hypocrisie...»

Bonne question.

«Vivre l'exclusion, ici, par des femmes, après ce que j'ai vécu, ce fut pénible. Si j'ai choisi l'exil, ce n'est pas pour accepter, ici au Québec, des agissements de potentats...» — Leila Lesbet

un accessoire ni même un insigne religieux. «C'est un islam que je ne connais pas, même si j'ai grandi avec des parents très croyants, très conservateurs.»

Selon elle, le voile est plutôt un message. Un message de soumission, un message politique qui a cours depuis la révolution iranienne de 1979. Un recul. Dans les pays musulmans, des femmes sont violées parce qu'elles refusent de le porter,

en parlant de ces femmes musulmanes qu'elle côtoie et qui partagent son opinion, mais qui se démènent pour mener de front travail, famille et intégration à bon port. Monter au créneau demande du temps, un dévouement, une capacité à encaisser les coups, que plusieurs n'ont pas. Tout le monde n'a pas le cran et l'éloquence d'une Djemila Benhabib, auteure de *Ma vie à contre-Coran*. Se battre est épuisant.

«Comportement problématique», lui a écrit la coordonnatrice des états généraux, Alice Lepetit.

En lisant le courriel où c'était annoncé, Leila a cru être de nouveau en Algérie. «Vivre l'exclusion, ici, par des femmes, après ce que j'ai vécu, ce fut pénible», raconte-t-elle. Choquée, elle réplique: «Si j'ai choisi l'exil, ce n'est pas pour accepter, ici au Québec, des agissements de potentats...»

VÉLOS - VÊTEMENTS - ACCESSOIRES - ÉVÉNEMENTS - CYCLOTOURISME - VOYAGES - SANTÉ - NUTRITION

# Salon du vélo

de Montréal



15 AU 17 FÉVRIER 2013  
Place Bonaventure

salonduvelo.com

PLUS DE 200 EXPOSANTS  
VENTE SUR PLACE À DES PRIX INCROYABLES!



## EN VEDETTE

- > Lancement de la nouvelle marque de vélos haute-performance SQUAD qui dévoile sa collection Route & Triathlon 2013
- > Les vélos 2013 Argon 18, BMC, Cannondale, Cervélo, Dedacciai, Devinci, Garneau, Ghost, Giant, Guru, Hase, Kona, Lapierre, Look, Marin, Marinoni, Opus, Orbea, Santa Cruz, Scott, Time, Trek, ...
- > Les collections de vêtements 2013 de Bicycle Line, Castelli, Craft, Garneau, KSL, Lacasse, Pearl Izumi, ...
- > La plus importante section cyclotourisme jamais présentée au Canada avec en vedette l'Ontario et les États-Unis
- > Les voyages à vélo sur les 5 continents et les forfaits pour tous les goûts et tous les budgets
- > La Zone Santé & Nutrition et ses nombreux spécialistes pour vous conseiller
- > La Zone Triathlon Québec pour démystifier cette discipline de plus en plus populaire

## ACTIVITÉS SPÉCIALES

- > Le Grand Spin Don de la Société canadienne du cancer le samedi 16 février
- > Inscription sur place aux nouvelles Cyclos La Montréalaise et La Québécoise
- > Démonstration de l'unité de positionnement dynamique informatisée GURU
- > Essais sur place des groupes à composants électroniques Campagnolo et Shimano
- > Les Grandes conférences du Théâtre du vélo La Presse
- > La piste d'essais intérieure du journal Métro

## Prix d'entrée (taxes incluses)

Adulte :	12,00\$
Étudiant :	9,00\$
65 ans et plus :	9,00\$
6 à 12 ans : (Gratuit le dimanche)	5,00\$
Moins de 6 ans :	Gratuit
Forfait familial :	25,00\$
Forfait 3 jours :	25,00\$

Dimanche : Journée de la famille !  
GRATUIT pour les enfants de 12 ans et moins accompagnés d'un parent.

Vendredi 15 février : 12 h à 21 h  
Samedi 16 février : 10 h à 18 h  
Dimanche 17 février : 10 h à 17 h



Yvan Martineau, porte-parole du Salon, vous invite à venir parler «vélo et voyages» avec lui au stand 339!

## Québec veut saisir les actifs d'une relation des Hells

DANIEL RENAUD

Même s'il a été condamné à 12 mois de prison cette semaine pour une affaire de stupéfiants, le pire est encore à venir pour Serge Pollard, vieux routier du crime considéré par la police comme une relation des Hells Angels.

Québec vient en effet de déposer une requête en Cour du Québec destinée à mettre la main sur une somme d'environ 1,3 million saisie chez l'homme de 56 ans et à la banque, dans des coffrets de sûreté au nom de sa conjointe. La requête vise également à bloquer la maison évaluée à 650 000\$ où habitent Pollard et sa famille, à Laval. On a rarement vu une personne arrêtée dans une affaire de drogue faire face à une menace de saisie aussi importante. Mais on a également rarement trouvé autant d'argent liquide lors d'une opération policière du genre.

### Perquisition étonnante

Pollard a été appréhendé en septembre dernier en compagnie de quelques individus, dont une autre relation des Hells Angels, Alain Larocque, lors d'une courte opération menée par les enquêteurs de la région ouest de la police de Montréal. Tandis qu'ils s'attendaient à trouver de la drogue dans sa résidence, les enquêteurs ont plutôt découvert 372 000\$ en devises américaines emballés et scellés sous vide dans un sac sport, et 350 000\$ en devises canadiennes et américaines dans un meuble. Ils ont ensuite poussé

plus loin leurs recherches et trouvé 600 000\$ dans les coffrets de sûreté.

La poursuite, qui considère cet argent comme un bien criminellement obtenu, veut maintenant le saisir au profit du Procureur général du Québec. Même si la résidence où habite Pollard appartient à son beau-père, la poursuite croit que celui-ci agit à titre de prétenon, que son genre en est le réel propriétaire. Elle veut donc également la bloquer.

Dans la maison, les policiers ont aussi trouvé de la marijuana et de la cocaïne. C'est après avoir plaidé coupable à ces accusations que Pollard a été condamné à un an de prison mercredi.

### Lourds antécédents

Pollard devait déjà respecter des conditions dans une autre affaire lorsqu'il a été arrêté en septembre. Il traîne un lourd passé et avait notamment été arrêté pour trafic de cocaïne avec un criminaliste, Roger Bellemare, en 2006.

Pour sa part, Larocque a été arrêté avec plusieurs individus, dont un proche de Maurice Boucher, Steven Bertrand, dit Bull, lors du démantèlement d'un réseau de trafiquants par les enquêteurs de l'escouade Carcajou en 2003. Il avait aussi été accusé d'avoir comploté avec Bertrand et d'autres individus pour assassiner un membre des Bandidos, Normand Whissel, en 2002. Larocque fait toujours face à des accusations de complot et de trafic relativement à la frappe de septembre dernier.

## CONCOURS

# PARTEZ À VÉLO!

AUX ÎLES DE LA MADELEINE

Le Salon du vélo de Montréal et les Croisières CTMA vous offrent la chance de gagner le grand prix suivant : Un forfait croisière et vélo\* d'une semaine de Montréal aux Îles de la Madeleine pour 2 personnes d'une valeur totale de 2 888\$ offert par les Croisières CTMA. Pour être valide, le coupon doit être dûment rempli et déposé dans l'une des boîtes prévues à cet effet soit à l'entrée du Salon ou bien au stand des croisières CTMA (# 151) avant 15 heures le 17 février 2013. Les fac-similés ne sont pas acceptés. Le concours s'adresse aux résidents du Québec âgés de 18 ans et plus. Les règlements du concours sont disponibles au Salon du vélo de Montréal. Bonne chance à tous!

\* Certaines conditions et restrictions s'appliquent. Consultez les règlements du concours pour les détails.

Prénom : \_\_\_\_\_ Nom : \_\_\_\_\_ Âge : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

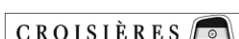
Code postal : \_\_\_\_\_ Tél. (M.) : (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_ Tél. (T.) : (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Question d'habileté : (26 X 4) + 21 = \_\_\_\_\_

Je suis intéressé(e) à recevoir de l'information du Salon du vélo et de La Presse

Je suis intéressé(e) à recevoir de l'information de Croisières CTMA



À votre rencontre depuis plus de 10 ans

Résultats des tirages du :  
2013-02-14

**Sprint**

17 25 36 38 49

3 4 4 10 R

Astro

Jour - Mois - Année - Signe  
05 - MARS - 94 - BALANCE

Quintime 3 988 4 7208

Extra 9653620 | Triplex 13 21 23 26 31

banco

01 04 05 06 07 13 14 20 21 25  
34 40 41 44 46 49 54 56 61 68

En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

## Hôpital de Lachine Des carrés mauves pour la survie

La plupart des employés et des usagers de l'hôpital de Lachine portent depuis peu un carré mauve à la boutonnière, et plus de 10 000 personnes ont signé à ce jour une pétition demandant au ministre de la Santé, Réjean Hébert, de maintenir les 63 millions promis pour le moderniser. Elles souhaitent aussi qu'il revienne sur sa décision de désaffilier l'hôpital du Centre universitaire de santé McGill (CUSM). Les médecins craignent notamment que leur hôpital se transforme en simple clinique ambulatoire. — Sara Champagne

# LIQUIDATION D'INVENTAIRE

DU 15 AU 20  
FÉVRIER 2013

1 SEULE FOIS PAR ANNÉE - QUANTITÉS LIMITÉES  
JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS!

Économisez 170\$ sur  
le caméscope sport Ion Wi-Fi!



ION Air Pro Plus

164<sup>975</sup>

Rég.: 299<sup>995</sup>

ION Air Pro **WiFi**

199<sup>975</sup>

Rég.: 369<sup>995</sup>

GE ION1010

GE ION1011

Découvrez ces caméscopes sports! **Étanches** jusqu'à 30pi, avec **vidéo HD 1080p à 170\$** et même **Wi-Fi** pour un des modèles, ils seront parfaits pour vos activités hivernales.

## Nikon



Économisez jusqu'à 120\$

Coolpix P310 **189<sup>995</sup>** Rég.: 219<sup>995</sup>

Ens. J1 avec 10-30mm et 30-110mm (noir seulement) **499<sup>005</sup>** Rég.: 619<sup>995</sup>



## SAMSUNG

Économisez jusqu'à 300\$ et recevez une prime!

EX2F **499<sup>995</sup>** Rég.: 549<sup>995</sup>

**EN PRIME:** Cadeau Mystère (valeur de 199<sup>995</sup>) et Flash SEF42A (valeur de 449<sup>995</sup>)

Ens. NX210 avec 18-55mm\* **599<sup>975</sup>** Rég.: 899<sup>995</sup>

**EN PRIME:** Cadeau Mystère (valeur de 199<sup>995</sup>) et Flash SEF42A (valeur de 449<sup>995</sup>)

Ens. NX1000 avec 20-50mm (blanc seulement) **599<sup>975</sup>** Rég.: 699<sup>995</sup>

**EN PRIME:** Cadeau Mystère (valeur de 199<sup>995</sup>)



Démonstrateurs et anciennes locations

Économisez jusqu'à 1070\$

Appareil photo NIKON Coolpix S8000 **49<sup>005</sup>** Rég.: 389<sup>995</sup>

Appareil photo NIKON L110 **49<sup>005</sup>** Rég.: 279<sup>995</sup>

Appareil photo OLYMPUS Stylus Tough 6020 **99<sup>005</sup>** Rég.: 519<sup>995</sup>

Appareil photo CANON SX130 **99<sup>005</sup>** Rég.: 309<sup>995</sup>

Appareil photo CANON SD3500 (argent) **49<sup>005</sup>** Rég.: 436<sup>995</sup>

Lampe vidéo IKAN (pour Sony) **99<sup>005</sup>** Rég.: 379<sup>995</sup>

Ens. de lampes Studio IANIRO **799<sup>005</sup>** Rég.: 1 869<sup>995</sup>

## Canon



Économisez jusqu'à 430\$

Ens. EOS M avec 18-55mm STM et flash (noir seulement) **599<sup>975</sup>** Rég.: 879<sup>995</sup>

Ens. EOS 60D avec 18-200mm IS **1 069<sup>995</sup>** Rég.: 1 499<sup>995</sup>

## FUJIFILM

Économisez jusqu'à 400\$

X100 **899<sup>005</sup>** Rég.: 1 199<sup>995</sup>

Ens. X100 noir Édition limitée avec étui en cuir, pare-soleil, filtre de protection d'origine, capuchon et bague d'adaptation **1 299<sup>005</sup>** Rég.: 1 699<sup>995</sup>



## PENTAX

Compagnon idéal pour le sport!

Optio WG-2 (Noir, rouge ou bleu) **229<sup>975</sup>** Rég.: 249<sup>995</sup>

Optio WG-2 GPS (Orange) **259<sup>975</sup>** Rég.: 279<sup>995</sup>



## OLYMPUS

Extrêmement robuste!

TG-820 (Noir seulement) **239<sup>975</sup>** Rég.: 279<sup>995</sup>

## SONY

Économisez jusqu'à 70\$

Cyber-shot WX50 (Argent seulement) **129<sup>995</sup>** Rég.: 199<sup>995</sup>

Cyber-shot HX10V (Argent, noir ou rouge) **289<sup>975</sup>** Rég.: 349<sup>995</sup>



## SIGMA

Économisez jusqu'à 150\$

Obj. 70-300mm f/4-5.6 DG APO Macro (pour Canon, Nikon, Pentax ou Sony) **269<sup>995</sup>** Rég.: 299<sup>995</sup>

Obj. 120-400mm f/4.5-5.6 APO DG OS HSM (pour Sony seulement) **999<sup>005</sup>** Rég.: 1 119<sup>995</sup>

Obj. 120-300mm f/2.8 APO EX DG OS HSM (pour Canon et Nikon seulement) **2 649<sup>005</sup>** Rég.: 2 799<sup>995</sup>



## Caméscopes

Économisez jusqu'à 1340\$

PANASONIC HXDC2H **199<sup>005</sup>** Rég.: 229<sup>995</sup>

PANASONIC HCK10G compact pour HMR10PU (démon) **499<sup>005</sup>** Rég.: 1 839<sup>995</sup>

SONY PMW100 (démon) **3 499<sup>005</sup>** Rég.: 4 499<sup>995</sup>

CONTOUR PLUS **249<sup>005</sup>** Rég.: 549<sup>995</sup>

## Panasonic

Économisez jusqu'à 200\$

Ens. GF5 avec 14-42mm X OIS **599<sup>995</sup>** Rég.: 799<sup>995</sup>

Lumix TS4 (Noir, bleu ou orange) **249<sup>975</sup>** Rég.: 349<sup>995</sup>

Lumix LX7 (Noir seulement) **399<sup>995</sup>** Rég.: 479<sup>995</sup>

Lumix ZS15 (Noir ou rouge) **199<sup>995</sup>** Rég.: 279<sup>995</sup>



## Accessoires

Économisez jusqu'à 550\$

Numériseur EPSON 10000XL Graphic Arts **1 999<sup>005</sup>** Rég.: 2 549<sup>995</sup>

Support GLIDECAM Low Mode FX **129<sup>005</sup>** Rég.: 249<sup>995</sup>

Téléconvertisseur SIGMA 1,4x (pour Sony) **69<sup>005</sup>** Rég.: 299<sup>995</sup>

Flash METZ 24AF-1 (Pour Nikon) **79<sup>005</sup>** Rég.: 99<sup>995</sup>

Bloc d'alimentation PROFOTO Acute B2 Air **1 999<sup>975</sup>** Rég.: 2 229<sup>995</sup>

Bloc d'alimentation PROFOTO PRO-B3 1200 AIR (sans batterie) **4 599<sup>005</sup>** Rég.: 4 949<sup>995</sup>

Pile SONY rechargeable NP-BK1 **29<sup>005</sup>** Rég.: 49<sup>995</sup>

Téléconvertisseur SONY 1,4X **399<sup>005</sup>** Rég.: 549<sup>995</sup>

Trépied MANFROTTO 190XPROB avec tête 496RC2 **199<sup>995</sup>** Rég.: 289<sup>995</sup>

Disque Dur LACIE RUGGED 1TB USB3/THUNDERBOLT **219<sup>995</sup>** Rég.: 249<sup>995</sup>

Viseur SHAPE Perfect LCD 3po **99<sup>995</sup>** Rég.: 129<sup>995</sup>

Sac LOWEPRO Audio S&F 100 **79<sup>005</sup>** Rég.: 119<sup>995</sup>

Ens. trépied VELBON Sherpa 200R avec sac **99<sup>995</sup>** Rég.: 119<sup>995</sup>

VENTE ET LOCATION | LABORATOIRE PHOTO | ATELIERS DE PHOTO ET VIDEO | [Lozeau.com](http://Lozeau.com)  
SERVICE DE RÉCLAMATION D'ASSURANCE | RÉPARATION ET ENTRETIEN | DÉPT. COMMERCIAL 514 274 4428  
6229, SAINT-HUBERT, MONTRÉAL | T 514 274 6577 | DÈS 8H EN SEMAINE ET 9H LES FINS DE SEM.

**Lozeau**

L'EXPÉRIENCE PHOTO VIDÉO

POLITIQUE

Déplacements pendant les élections fédérales de 2011

# Une sénatrice a refilé la facture aux contribuables, dit le NPD

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le Nouveau Parti démocratique (NPD) soupçonne la sénatrice conservatrice Pamela Wallin d'avoir refilé aux contribuables la facture de ses déplacements durant les dernières élections fédérales, lorsqu'elle s'est rendue dans quelques circonscriptions pour donner un coup de pouce aux candidats conservateurs.

La facture atteindrait quelque 25 000\$, selon les calculs du NPD, après que les demandes de remboursement de la sénatrice durant la dernière campagne électorale eurent été passées au peigne fin.

À titre d'exemple, M<sup>me</sup> Wallin s'est rendue le 29 avril à Collingwood, en Ontario, avec la candidate conservatrice Kelly Leitch, élue aux dernières élections. Elle a également participé à une activité de collecte de fonds à Moose Jaw, le 13 avril, en compagnie du candidat conservateur sortant, Ray Boughen.

Les dernières élections fédérales ont eu lieu du 26 mars au 2 mai 2011. Le Sénat, faut-il le rappeler, ne siège pas durant une campagne électorale. Les sénateurs n'ont donc pas à voyager entre la capitale fédérale et la province qu'ils représentent à la Chambre haute.

« Pendant le trimestre de l'élection fédérale de 2011, la sénatrice Wallin a dépensé plus de 25 000\$ en frais de voyage autres, de l'argent qu'elle a pigé dans la poche des contribuables et qui lui a servi à faire campagne avec des candidats conservateurs », a lancé la députée néo-démocrate de Louis-Saint-Laurent, Alexandrine Latendresse, aux Communes.



PHOTO ADRIAN WYLD, LA PRESSE CANADIENNE

La facture de Pamela Wallin atteindrait quelque 25 000\$, selon les calculs du NPD, après que les demandes de remboursement de la sénatrice durant la dernière campagne électorale eurent été passées au peigne fin.

« Elle parcourait le pays pour faire la plupart du temps du travail partisan pour les conservateurs. Vos taxes qui servent à remplir les coffres du Parti conservateur, mesdames et messieurs! », a-t-elle ajouté.

Le premier ministre a défendu la sénatrice Pamela Wallin, qu'il a nommée au Sénat en décembre 2008, en disant que ses frais de voyage étaient comparables aux frais de déplacement de tout autre parlementaire venant de cette région du pays.

En deux ans, toutefois, M<sup>me</sup> Wallin a réclamé quelque 350 000\$ en frais de déplacement. Elle fait partie des trois sénateurs qui demandent les plus grandes sommes aux contribuables pour leurs déplacements.

« Dépenses inhabituelles »

Le réseau CTV a rapporté mercredi soir que ces dépenses sont actuellement passées au peigne fin par la firme Deloitte. Le président de la

régie interne du Sénat, Dave Tkachuk, sénateur conservateur de la Saskatchewan, a indiqué que les réclamations de sa collègue contenaient « des dépenses inhabituelles ». Mais il a cependant affirmé que le rapport de la firme ne serait pas rendu public.

Trois autres sénateurs – les conservateurs Mike Duffy et Patrick Brazeau, également nommés par Stephen Harper en 2008, et le libéral Mac Harb – font l'objet d'une

enquête parce qu'ils ont réclamé des milliers de dollars en frais de logement alors que leur résidence principale se trouve dans la région de la capitale nationale.

En vertu des règles actuelles, un sénateur a droit de réclamer des frais de logement de quelque 21 000\$ par année si sa résidence principale se trouve à plus de 100 km de la colline parlementaire.

« Les abus des sénateurs conservateurs vont de mal en pis. Mercredi, le premier ministre a défendu les dépenses outrageuses de la sénatrice conservatrice Pamela Wallin. Aujourd'hui, nous apprenons que la sénatrice Wallin dépensait en fait l'argent des contribuables à un rythme encore plus alarmant que ce que l'on

**En deux ans, Pamela Wallin a réclamé quelque 350 000\$ en frais de déplacement. Elle fait partie des trois sénateurs qui demandent les plus grandes sommes aux contribuables pour leurs déplacements.**

croyait: plus de 350 000\$ en 27 mois, soit 13 000\$ par mois, juste en frais de voyage. Le premier ministre continuera-t-il de se porter à la défense de ces abus ou exigera-t-il enfin que ses sénateurs rendent des comptes? », a lancé le chef du NPD, Thomas Mulcair, aux Communes.

Le NPD, qui ne compte aucun représentant au Sénat, fait ses choux gras des déboires de sénateurs conservateurs et libéraux depuis la rentrée parlementaire. Mercredi, M. Mulcair a soutenu que la GRC devrait aussi être saisie de cette affaire.

Le NPD réclame l'abolition de la Chambre haute et compte proposer un plan d'action précis pour la réaliser durant la prochaine campagne électorale.

# OGILVY

## CLARINS

Format régulier!

**VOTRE CADEAU**  
+ Sac Fourre-Tout Signé Clarins  
Sérum Capital Lumière 10 mL  
Lait Hydratant Corps Soyeux 30 mL  
Rouge à Lèvres Rouge Prodige

**VOTRE CHOIX DE CRÈME**  
+ Capital Lumière Jour 15 mL  
Crème Haute Exigence Jour 15 mL  
Multi-Régénérante Jour 15 mL

125 mL

**OBTENEZ-EN PLUS!**  
+ À l'achat d'un produit de soin Clarins additionnel, recevez un format régulier du Doux Nettoyant Moussant.

**Un cadeau pour vous!**

À l'achat de 2 produits Clarins, recevez ce magnifique sac fourre-tout signé Clarins, ainsi que votre choix de produit.

Valeur totale du cadeau allant jusqu'à 160 \$.

Offre en vigueur jusqu'au 24 février 2013.  
Une prime par personne. Jusqu'à épuisement des stocks.

**Notre produit vedette**

**NOUVEAU DOUBLE SÉRUM**  
Unique. La preuve par deux.  
2 x 15 mL 85 \$

**OGILVY**  
depuis 1866

1307, rue Sainte-Catherine Ouest,  
Montréal (Québec)  
(514) 842-7711, poste 264  
www.ogilvycanada.com

**TOUTE LA FIN DE SEMAINE!**

DU 14 AU 17 FÉVRIER 2013  
AU STADE OLYMPIQUE

## Salon Chalets

et Maisons de campagne

**duProprio**

VENEZ RENCONTRER  
COLETTE PROVENCHER!

Les Beaux Reluges

Chalets Round Block

Maison vedette à visiter  
BONNEVILLE

*Tout pour piquer votre curiosité*

*et satisfaire tous les budgets*

**Plus de 400 exposants**  
dont 100 manufacturiers, constructeurs  
et producteurs de matériaux de construction  
et de finition en bois.

www.salonchalets.ca

**OBTENEZ 3\$ DE RABAIS\***  
sur les billets (tarif adulte)  
achetés en ligne  
\*offert par NERANDAS

Concours\*  
bateau électrique  
à gagner  
d'une valeur de 18 500 \$  
offert par

Deco Luminaire, domon, GOODFELLOW, Paysagiste

\*Règlements disponibles sur www.salonchalets.ca



## POLITIQUE

# La CAQ veut un poste de responsable de la probité

Plaidoyer pour un commissaire « à l'abri des changements de gouvernement »



PHOTO CLÉMENT ALLARD, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

François Legault estime que la loi 1 sur le contrôle des entreprises réclamant des contrats du gouvernement a des lacunes importantes.

DENIS LESSARD

La Coalition avenir Québec (CAQ) propose la création d'un poste de responsable de la probité des élus et des fonctionnaires. Nommé par l'Assemblée nationale, le commissaire à l'intégrité politique et administrative (CIPA) aurait sous sa responsabilité l'Unité permanente anticorruption (UPAC) actuelle, le Commissaire au lobbying et le Commissaire à l'éthique et à la déontologie.

Selon la critique de la CAQ pour la sécurité publique, Jacques Duchesneau, la nomination par l'Assemblée du nouveau commissaire le mettrait à l'abri de toute influence. « A-t-on déjà mis en doute l'impartialité du vérificateur général? », a-t-il

lancé. Selon lui, cette nomination par l'ensemble des élus « est un élément fondamental puisque le commissaire sera à l'abri des changements de gouvernement ».

Le mandat du CIPA serait de lutter contre la corruption, la collusion, les contraventions aux codes d'éthique et

**Le « mandat large » du commissaire le forcerait à « mettre fin au travail en silo ».**

de déontologie, ainsi que les actes contraires aux activités de lobbying dans l'ensemble de l'administration publique.

Une commission parlementaire tenue annuellement contrôlerait ses activités et ferait rapport à l'Assemblée.

Le « mandat large » du commissaire le forcerait à « mettre fin au travail en silo ». Les activités éparses du gouvernement coûtent actuellement 33,5 millions par année, la nouvelle structure se ferait à coût nul.

Selon François Legault, la loi 1 sur le contrôle des entreprises qui réclament des contrats du gouvernement comporte des lacunes majeures, et il serait heureux d'envoyer M. Duchesneau conseiller le gouvernement, a-t-il ironisé en point de presse.

M. Duchesneau a souligné avoir pleine confiance en la commission Charbonneau, où « les témoins parlent plus qu'on ne l'avait espéré. C'est la preuve qu'on a un problème important qui coûte des centaines de millions aux fonds publics ». Il avoue ne pas avoir constaté de cas où le politique a voulu influencer l'attribution de contrats, mais rappelle que le gouvernement Charest – particulièrement le ministre des Transports (MTQ) de l'époque, Sam Hamad – ne semblait pas heureux de recevoir son rapport accablant sur la collusion au MTQ, en septembre 2011.

## Le PDG de Rogers quittera son poste

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Rogers aura un nouveau PDG d'ici un an. Son PDG actuel, Nadir Mohamed, quittera son poste en janvier 2014, a annoncé hier l'entreprise de télécommunications.

Nadir Mohamed a été nommé PDG de Rogers en 2009, quelques mois après la mort de Ted Rogers Jr., l'homme qui avait bâti l'empire des télécommunications portant son nom. « Ce fut un privilège de travailler avec la famille Rogers (...). L'entreprise est en pleine santé et c'est le temps de faire la transition à une nouvelle génération de leaders. Durant la prochaine année, j'ai l'intention de livrer de solides résultats et d'assurer une transition en

douceur », a indiqué Nadir Mohamed, 55 ans, dans un communiqué où il précise qu'il se retire de son plein gré.

L'entreprise de télécoms a fait savoir qu'aucun des deux enfants de Ted Rogers Jr., Edward et Melinda Rogers, ne se portera candidat à la haute direction de l'entreprise. Rogers mettra sur pied un comité pour faire une « recherche internationale » afin de trouver son prochain PDG.

**Grands changements**

À la tête de Rogers, Nadir Mohamed a notamment conclu l'achat du consortium sportif des Maple Leafs de Toronto (MLSE) en partenariat avec Bell, une transaction de 1,32 milliard de dollars. « Nadir a bien dirigé

l'entreprise durant cette période extraordinaire de changements », a indiqué Edward Rogers, vice-président du conseil d'administration de Rogers.

Rogers est la deuxième entreprise de télécoms en importance au pays derrière Bell, avec des revenus annuels de 12,4 milliards en 2011. Hier, Rogers a aussi annoncé que l'entreprise a généré des profits de 455 millions au dernier trimestre et qu'elle haussera de 10 % son dividende. Si Rogers brasse la majorité de ses affaires en Ontario, l'entreprise de câblodistribution est aussi présente au Québec, notamment en offrant la téléphonie portable, la téléphonie résidentielle et l'accès internet. Rogers possède aussi plusieurs magazines au Québec, dont *L'Actualité*.



PHOTO FRANK GUNN, LA PRESSE CANADIENNE  
Nadir Mohamed le 5 février dernier à l'occasion du lancement du Blackberry Z10.

### PROMOTION

#### TRAITER L'ARTHRITE RHUMATOÏDE TRAITER L'ARTHROSE ET PRÉVENIR LA PERTE OSSEUSE, VOILÀ DES FINS RECOMMANDÉES DE TERRE-MER<sup>MC</sup>

Le SILICIUM ORGANIQUE QUE L'ON RETROUVE DANS TERRE-MER est un des éléments essentiels de la matière vivante, comme le prouvent les dosages effectués aussi bien chez les plantes et les animaux que chez l'humain. Dans le corps de ce dernier, on en trouve notamment dans les tissus et les cartilages. Mais la quantité de silicium organique diminue chez l'humain avec le vieillissement, et ce, de façon irréversible, car l'être humain est incapable de transformer le silicium minéral qu'il ingère (dans les aliments, les boissons) en silicium organique. Or, le silicium minéral n'est pas assimilable par l'organisme humain.

Par contre, certaines plantes sont capables d'effectuer cette transformation. Plantes que l'on retrouve dans Terre-Mer. Les molécules organosiliciées, biodisponibles et assimilables par l'organisme humain, sont présentes dans les os et les cartilages, c'est pourquoi Terre-Mer les utilise pour traiter l'arthrite rhumatoïde et l'arthrose et prévenir la perte osseuse, tel qu'en fait foi la

licence de Terre-Mer. Nous avons ajouté à la silice de la prêle des acti-marin, véritable cadeau de la mer pour vos cheveux et vos ongles. OUI, les capsules Terre-Mer sont utilisées également pour renforcer les ongles et les cheveux.

Ce tourbillon de molécules végétales fait partie de la multitude de nutriments naturels nécessaires au bon fonctionnement des articulations, des ongles et des cheveux, tout simplement.

Optimisez votre biomécanique articulaire avec TERRE-MER. La mécanique va mal? Ça se passe pas? Avec TERRE-MER, votre déséquilibre articulaire n'aura pas le dernier mot.

TERRE-MER agit en parfaite synergie avec Thermo-Gel (produit de santé naturel homologué), utilisé pour soulager les douleurs articulaires.

2 À L'ACHAT D'UN CONTENANT DE 30 CAPSULES TERRE-MER, OBTENEZ-EN UN 2<sup>e</sup> GRATUITEMENT!

En vigueur du 16 au 21 février 2013\*  
\*Jusqu'à épuisement des stocks

#### DISPONIBLE AUX ENDROITS SUIVANT :

- ESPACE SANTÉ BEAUTÉ JOHANNE VERDON**
  - 1278, rue Jean-Talon Est, Montréal • 514 279-3709
  - Centre Laval • 1600, Le Corbusier • 450 688-5455
  - Galeries Rive-Nord • 100, boul. Brien, Repentigny • 450 657-2032
  - 127-A, boul. Des Promenades, St-Bruno • 450 653-6009
  - 341-A, boul. St-Joseph, Gatineau • 819 770-3645
  - 2750, Chemin Ste-Foy, bur. 109, Québec • 418 656-1266
- BOUTIQUE LUC MATHIEU**
  - 2622, rue King Ouest (à l'arrière de l'édifice 2630) • 819 823-3322
  - 227, rue Principale ouest, Magog • 819 868-33682
  - 104, route du Président-Kennedy, Lévis 418 833-5933
  - Commandes postales
  - Lignes sans frais: 1-877-511-33688
- VITAVIE AU NATUREL**
  - 3333, du Carrefour Promenade, Beauport • 418-667-0070
  - 5455, boul. des Forges, Trois-Rivières • 819-378-7777
- NÉO-SANTÉ**
  - 495, rue St-Georges, St-Jérôme 450-436-5548
- FERTI 2000**
  - Commandes postales Tél. 514-272-1365
  - Ligne extérieure : 1 800 272-1365
  - Lundi au vendredi : 9h à 17h
  - Samedi et dimanche: 8h30 à 17h

#### LIGNE OUVERTE SANTÉ EN DIRECT À NE PAS MANQUER

avec Johanne Verdon  
jeudi de 11 h à 12 h sur les ondes de CIMS 1040 AM  
samedi et dimanche de 8 h à 11 h sur les ondes de CILV 1570 AM et CIMS 1040 AM

www.bio-actif.com



### Demande d'enquête sur les arrestations du printemps érable

## Québec tergiverse

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Cinq mois après avoir reçu la demande de lancer une enquête publique sur les interventions policières lors des manifestations étudiantes, Québec dit encore chercher une solution qui remplirait cet objectif sans nuire à l'étude des plaintes du comité de déontologie policière. « Nous examinons un scénario qui pourrait aller de l'avant sans nécessairement nuire au processus présent », a affirmé le ministre de la Sécurité publique, Stéphane Bergeron.

Le comité de déontologie policière examine déjà des plaintes. « Ce que je souhaite, c'est que, s'il y a vraiment eu des débordements de la part de certains policiers, ces policiers puissent être sanctionnés. Je ne voudrais pas que, par mon intervention, je court-circuite le processus en déontologie policière et que des gens ne soient pas sanctionnés

même s'ils méritent de l'être », a ajouté M. Bergeron.

Le ministre dit examiner « toutes les options » pour trouver une solution. Il dit ne pas nécessairement attendre la fin de l'examen de ces plaintes pour trancher.

M. Bergeron assure aussi ne pas remettre le dossier à plus tard par crainte d'irriter le mouvement étudiant à l'aube du Sommet sur l'enseignement supérieur. « Au contraire, j'ai l'impression que, si le gouvernement allait de l'avant avec une solution ou une mesure, ça pourrait faire baisser la tension. Je ne vois pas l'intérêt pour le gouvernement de faire comme si ça n'existait pas. »

La demande d'enquête a été formulée en septembre dernier par les trois grandes associations étudiantes et des syndicats et des groupes comme la Ligue des droits et libertés. On dénombre 3387 arrestations faites lors des manifestations entre le 16 février et le 3 septembre 2012.

JUSQU'AU  
AU 9  
MARS

30-70%



**Perez**



Perez vous offre de 30% à 70% sur toute la marchandise et ceci pour une période limitée. modèles de plancher et commandes régulières

lundi au mercredi  
jeudi et vendredi  
samedi et dimanche

10h-17h  
10h-21h  
10h-17h



fait ici

hôtellerie |  
institutionnel |  
résidentiel |

atelier | salle de montre  
1247 de Condo, Montréal  
Québec H3K 2E4  
1 514 933 3993  
perezmobilier.com

# L'effeuillage financier de Justin Trudeau

LOUISE LEDUC

Justin Trudeau a hérité de 1,2 million de son père, il a gagné jusqu'à 462 000\$ en 2007 simplement en prononçant des discours. En 2010, sa femme et lui ont obtenu 1,6 million pour leur maison d'Outremont et ils ont payé 777 000\$ pour un jumelé de Mont-Royal qu'ils ont hypothéqué à hauteur de 622 000\$. Oui, il investit à la Bourse, mais il ne sait pas dans quoi. Vous en voulez plus?

À la demande du quotidien *The Ottawa Citizen*, Justin Trudeau a ouvert ses livres. Pourquoi? Pour faire preuve de transparence, mais surtout, comprend-on, pour mettre à mal la légende urbaine voulant qu'il soit riche comme Crésus.

Oui, admet-il, il est né avec une cuillère d'argent dans la bouche. Ses études à McGill ont été payées à même les obligations d'épargne du Canada que son père prenait chaque Noël. Il a pu voyager à sa guise. Par contre, raconte-t-il au *Ottawa Citizen*, sa famille n'était tout de même pas du genre «à partir comme cela pendant un an à Saint-Tropez ou à s'acheter un bateau pour faire le tour du monde».

En fait, son père avait un côté très radin, dit-il. «Il était réputé pour ses maigres pourboires.»

En plus de l'héritage de 1,2 million placé dans une société de fiducie et des discours qui lui ont rapporté plus de 400 000\$ les bonnes années, il a aussi une part dans la maison paternelle de



Justin Trudeau a décidé de dévoiler le bilan de ses avoirs par souci de transparence, dit-il, et pour mettre à mal la légende urbaine selon laquelle il serait riche comme Crésus.

PHOTO JOHN WOODS, LA PRESSE CANADIENNE

l'avenue des Pins, un chalet dans les Laurentides, des redevances annuelles de quelque 10 000\$ provenant de l'autobiographie de son père, une belle voiture et quelques autres petites choses sur lesquelles le commun des mortels ne cracherait pas.

Yves Michaud – alias le Robin des banques – a bien connu Pierre Elliott Trudeau et ne saurait être étonné parce que raconte Justin Trudeau sur la frugalité relative de son père. Vrai, «il n'était pas un

homme à être séduit par les sirènes de l'argent».

Ce qui sidère Yves Michaud, c'est d'apprendre, d'une part, que Justin Trudeau a gagné autant d'argent en prononçant des discours. Où donc? demande-t-il.

À plusieurs endroits. À la chambre de commerce de Toronto, par exemple. À la commission scolaire catholique de Niagara, dans des associations de comptables, entre autres, et ce, dès 2007, donc avant qu'il ne soit élu.

## Méconnaissance des investissements

D'autre part, le fait que Justin Trudeau dise ignorer la nature de ses investissements étonne beaucoup M. Michaud. «Il ne s'intéresse pas aux marchés financiers et il veut être premier ministre?»

Dans l'article, dont le contenu n'a pas été démenti, Justin Trudeau explique que ses placements sont entre les mains d'un associé chez Jarislowsky Fraser et que lui-même se sait pas quels sont ses

investissements. De ne pas le savoir lui permet, à son avis, de se lever en Chambre et de donner librement son opinion sur ceci ou cela – les grands projets de pipeline, par exemple – sans arrière-pensée, sans se dire que, ce faisant, il mousse peut-être son intérêt personnel.

Selon Yves Michaud, ce que fait Justin Trudeau est de «l'angélisme niais». «Qu'est-ce qui suivra?»

S'il était en lice pour devenir premier ministre, Justin Trudeau serait justifié de tout dévoiler. Pour une course à l'investiture, c'est exagéré, croit M. Michaud.

C'est aussi ce que pense Michel Magnan, professeur titulaire à l'École de gestion John-Molson de l'Université Concordia et spécialiste des questions de gouvernance. Puisqu'il ne s'agit que d'une course à l'investiture, M. Trudeau «n'avait peut-être pas à faire cela».

À titre de député, par contre, M. Magnan espère que M. Trudeau et ses collègues ont à révéler leurs intérêts.

Vérification faite sur le site internet du commissaire fédéral aux conflits d'intérêts et à l'éthique, le code régissant les conflits d'intérêts des députés les y oblige. «Lorsqu'il participe à l'étude d'une question dont la Chambre ou un comité dont il est membre est saisi, le député est tenu de divulguer dans les plus brefs délais, verbalement ou par écrit, la nature générale des intérêts personnels qu'il détient dans cette question et qui pourraient être visés», peut-on lire.

## « Une manifestation, ça se passe dans la rue »

Bataille judiciaire autour d'un article du Code de la sécurité routière invoqué pour arrêter des manifestants

JUDITH LACHAPPELLE

Une bataille judiciaire qui s'annonce longue s'est amorcée cette semaine à la cour municipale de Montréal. Les intimés? Plus de 230 personnes arrêtées à Montréal le 15 mars 2011 pour avoir entravé la circulation. L'enjeu? Le droit de manifester qui serait menacé par l'application inappropriée, selon les accusés, d'un article du Code de la sécurité routière.

L'enjeu est de taille pour la Ligue des droits et libertés, qui a tenu à intervenir dans la cause. Selon la Ligue, l'application de l'article 500.1 pendant des manifestations «est une atteinte au droit de manifester», dit la coordinatrice Nicole Filion. Déjà, la Ligue et les accusés se disent prêts, s'il le faut, à poursuivre leur lutte devant les tribunaux supérieurs pour faire invalider cette application de l'article.

Adopté en 2000, l'article stipule qu'il est interdit d'entraver la circulation au cours d'une action concertée, sauf s'il s'agit d'une manifestation autorisée. La manifestation du



L'article 500.1 que conteste la Ligue des droits et libertés a été invoqué pour la première fois lors d'une manifestation tenue le 15 mars 2011 (notre photo).

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

15 mars – une marche annuelle organisée par le Comité opposé à la brutalité policière (COBP) – n'avait pas été officiellement autorisée et, en effet, a entravé la circulation dans le Quartier latin pendant quelques heures. Ce que les accusés ne contestent pas.

Depuis cette manifestation de mars 2011, l'article 500.1

a été utilisé contre d'autres manifestants, notamment à Québec et en Outaouais au printemps dernier. Les contrevenants sont passibles d'une amende variant entre 350 et 1050\$ pour une première offense, et jusqu'à 10 500\$ pour une deuxième offense. La contestation en cour de l'article n'est pas admissible à

l'aide juridique. «On voit que les policiers se servent de plus en plus du Code de la sécurité routière contre les manifestants, dit Nicole Filion. C'est devenu un instrument pour mettre fin à des manifestations par ailleurs pacifiques.»

Même dans le cas où des méfaits sont commis (le 15 mars 2011, des voitures ont été vandalisées et une vitrine a été fracassée), l'utilisation de l'article 500.1 est abusive, dit M<sup>me</sup> Filion. «Les policiers ont les moyens d'arrêter les personnes qui commettent des méfaits. Mais ce n'est pas parce qu'il y a des méfaits qu'ils doivent mettre fin à toute la manifestation.»

## Manifester et déranger

La Ligue et les accusés entendent démontrer l'importance du droit à la manifestation qui, par définition, doit perturber l'ordre public. «Une manifestation, ça se passe dans la rue», dit Nicole Filion. Hier, la Ligue a présenté à la cour le professeur Marcos Ancelovici, de l'Université McGill, qui a étudié les mouvements sociaux et la

mécanique de la manifestation partout dans le monde.

«Il existe peu de modes d'action légaux plus efficaces que la manifestation, a expliqué M. Ancelovici. On fait une manifestation quand on est exclu des canaux institutionnels.» Un individu ou un groupe de pression qui bénéficie d'un accès au pouvoir politique n'aura qu'à passer un coup de fil à un député pour faire entendre son point de vue. Pour les autres, les moyens de se faire entendre pour influencer le débat public sont limités. Le droit de vote et les pétitions, par exemple, ne sont pas toujours suffisants. «On peut ignorer une pétition, mais pas une manifestation qui passe dans la rue, surtout si elle compte beaucoup de personnes.»

«La manifestation, pour être efficace, doit perturber l'ordre public et attirer l'attention des médias, a rappelé le professeur. Une manifestation en banlieue, dans des rues tranquilles, n'aura pas d'impact. Si on ne remarque pas la manifestation, c'est un échec pour les manifestants.»



Jusqu'à

50%

de rabais

# SOLDE

# d'inventaire

\*Détails en magasin. Modèles sélectionnés. Peut prendre fin sans préavis. Promotion non-jumelable. Photo à titre indicatif.

meubles | électroménagers | matelas | électronique

Saint-Basile-le-Grand  
267, boul. Sir-Wilfrid-Laurier (Rte 116)  
1 800 363 9408

Saint-Jean-sur-Richelieu  
126, rue Jacques-Cartier Nord  
1 800 363 1090

MAISON

ETHIER

[maisonethier.com](http://maisonethier.com)

## LE TOUR DU GLOBE



PHOTO FETHI BELAID, AGENCE FRANCE-PRESSE

## Tunisie Jebali évoque sa démission

Le premier ministre tunisien Hamadi Jebali a confirmé hier qu'il démissionnerait en cas de rejet demain de son gouvernement apolitique visant à sortir de la plus grave crise dans le pays depuis la révolution de 2011. « Samedi, j'annoncerai la composition du gouvernement et si elle est rejetée, je présenterai ma démission au président [Moncef Marzouki] », a-t-il déclaré. M. Jebali a indiqué qu'il rencontrerait aujourd'hui tous les partis une dernière fois, affirmant refuser tout « marchandage ».

— Agence France-Presse



PHOTO ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

## 200

Le président russe, Vladimir Poutine, a félicité hier le FSB (service fédéral de sécurité) pour son travail en 2012, qui a permis notamment de démasquer plus de 200 agents étrangers, au cours d'une réunion avec la hiérarchie de l'ex-KGB. M. Poutine, lui-même ancien agent du KGB et directeur du FSB avant d'accéder au pouvoir politique en 1999, a salué le travail « honnête » de ses anciens collègues en 2012, selon le site du Kremlin.

— Agence France-Presse



PHOTO ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

## Chasse à la baleine L'ONG Sea Shepherd déboutée

La Cour suprême américaine a rejeté la demande de l'ONG de protection des océans Sea Shepherd de lever l'injonction de se tenir à distance des baleiniers japonais, qui l'accusent de ne pas la respecter. L'organisation, qui perturbe chaque année les expéditions japonaises dans l'océan Austral, avait demandé à la Cour suprême d'annuler la décision d'un tribunal américain l'ordonnant à se tenir loin des baleiniers nippons.

— Agence France-Presse



PHOTO ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

## Irak Un journaliste français libéré sous caution

Le journaliste français Nadir Dendoune, détenu depuis le 23 janvier en Irak pour des photos non autorisées, a été libéré hier sous caution, ont annoncé des sources concordantes. « Nadir Dendoune a été libéré. Il a été remis à l'ambassadeur de France », a déclaré à l'AFP Mouayad al-Lami, le directeur du Syndicat des journalistes irakiens.

— Agence France-Presse

# Revers pour Obama au Sénat

## Les républicains retardent la nomination de Chuck Hagel au Pentagone

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Les républicains du Sénat américain ont réussi hier à bloquer temporairement la nomination à la tête du Pentagone de Chuck Hagel, dont l'éventuelle entrée en fonction est repoussée d'une dizaine de jours, un camouflet pour le président Barack Obama.

Lors d'un vote tendu hier, il a manqué une seule voix aux démocrates pour surmonter l'obstruction républicaine, lancée grâce à une procédure parlementaire rarement utilisée contre un candidat à un poste ministériel.

**Les républicains reprochent à Chuck Hagel ses déclarations passées sur Israël, l'Irak et la guerre en Irak : à l'époque sénateur, il avait rapidement pris position contre la stratégie de George W. Bush.**

« Il est assez déplorable que ce genre de manœuvre ait été employé à un moment où je suis le président d'un pays en guerre en Afghanistan, et où j'ai besoin d'un secrétaire à la Défense qui se coordonne avec nos alliés pour s'assurer que nos soldats disposent du

type de stratégie et de mission qu'ils méritent », a réagi Barack Obama peu après le vote, lors d'un clavardage Google Hangout diffusé sur l'internet.

### Controverses

Ce vote de défiance est à la mesure de l'animosité suscitée par Chuck Hagel parmi les républicains. Ils lui reprochent ses déclarations passées sur Israël, l'Irak et la guerre en Irak : à l'époque sénateur, il avait rapidement pris position contre la stratégie de George W. Bush et s'était fâché avec son parti, dont l'influent John McCain.

Les excuses prononcées par le candidat lors d'une audition éprouvante le 31 janvier n'ont pas suffi à apaiser les républicains. Sa prestation désastreuse, parsemée de breddouillements et de réponses incomplètes, semble même avoir jeté de l'huile sur le feu et consolidé l'opposition contre lui. John McCain a assuré que son ex-ami n'était pas compétent pour le poste.

Mais le vote d'hier ne fait que décaler sa confirmation. Un nouveau vote aura lieu après l'ajournement pour une semaine de la session du Sénat, le 26 février, lors duquel les républicains ont annoncé qu'ils leveraient leurs objections.

### Les démocrates furieux

« Il faut que tout le monde respire un grand coup. M. Hagel sera confirmé. Si ce n'est pas aujourd'hui, il le



PHOTO KEVIN LAMARQUE, ARCHIVES REUTERS

Lex-sénateur républicain Chuck Hagel, dont la nomination au Pentagone est bloquée par son ancien parti, a une réputation de franc-tireur aux prises de position iconoclastes.

sera après l'ajournement du Sénat », a assuré une responsable de la Maison-Blanche peu avant le vote.

« Nous avons 66 000 soldats en Afghanistan, nous commençons un processus crucial de transition en rapatriant 34 000 d'entre eux d'ici février. Ils ont besoin de leur secrétaire à la Défense maintenant », a poursuivi la responsable de la Maison-Blanche.

Les démocrates sont furieux et estiment qu'en temps de guerre, tout retard dans la confirmation du patron de la Défense est préjudiciable à la sécurité du pays. Mais les républicains ont noté que l'actuel secrétaire à la Défense Leon Panetta restait en place jusqu'à nouvel ordre.

Sénateur républicain de 1997 à 2009, Chuck Hagel a gagné une réputation de

franc-tireur aux prises de position iconoclastes au sein de son parti. Il s'était affiché avec Barack Obama quand les deux étaient encore au Sénat.

Les républicains sous-entendent en outre depuis quelques jours qu'il aurait prononcé des déclarations anti-israéliennes ou qu'il aurait touché des revenus d'organisations radicales depuis qu'il a quitté le Sénat.

## 40

C'est le nombre de civils musulmans chiites, en majorité des femmes et des enfants, enlevés par un groupe armé lorsqu'ils se trouvaient à bord d'un bus dans le nord-ouest de la Syrie, rapporte l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).



PHOTO BEN SIMON, ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

Les campagnes de vaccination contre la poliomyélite se poursuivent au Nigeria.

## Nigeria Les attaques n'empêcheront pas la lutte contre la polio

KANO — Les autorités nigérianes veulent poursuivre les campagnes de vaccination contre la poliomyélite, malgré les attaques mortelles qui ont visé des cliniques pratiquant la vaccination contre cette maladie, a affirmé le secrétaire d'État à la Santé. À Kano, dans le nord du pays, où les attaques ont fait 10 morts le 8 février, le secrétaire d'État

nigérian à la Santé, Muhammad Ali Pate, a déclaré aux autorités et aux chefs traditionnels que le gouvernement n'abandonnerait pas. « Nous devons continuer la tâche pour laquelle ils ont été tués en protégeant les enfants d'une maladie dont on peut se prémunir », a déclaré M. Pate, qui coordonne la lutte contre la polio au Nigeria.

— Agence France-Presse

SOLDE DE DÉMÉNAGEMENT  
LINGERIE MARIETTA

TOUT  
TOUT  
TOUT  
doit partir

JUSQU'À

70%

de rabais sur lingerie fine et maillots de 32A à 46G

Lise Charmel • Aubade • Maryan  
Mehlhorn • Prima Donna • Marie-Jo

3100, boul. de la Concorde Est

Laval (centre commercial Duvernay, face à la Banque Royale) 450 664-1890

PROMOTION

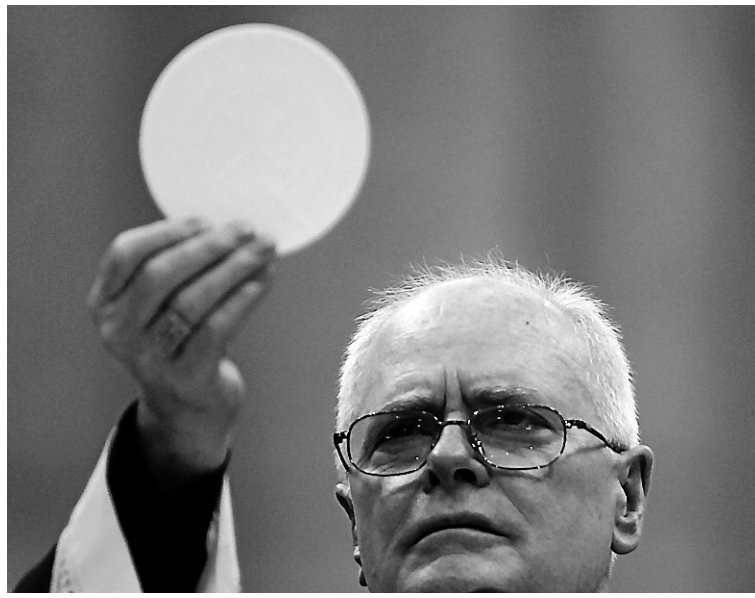
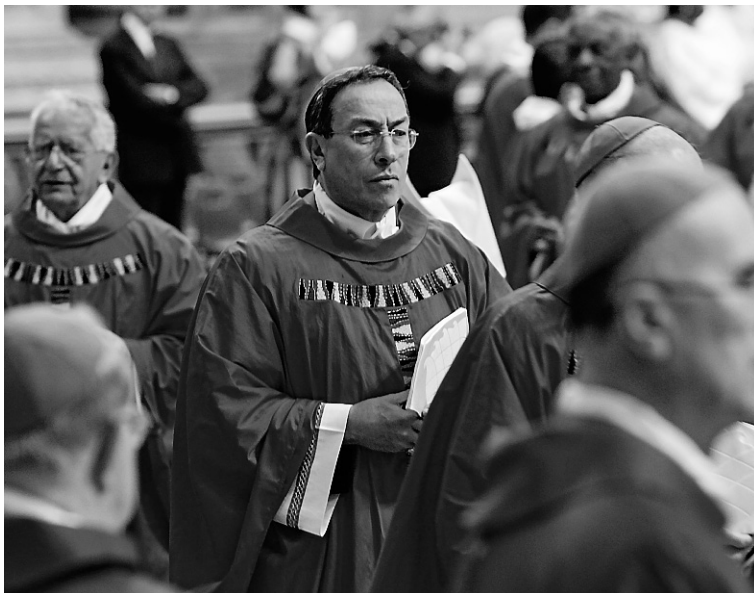


Un cahier spécial à ne pas manquer ce samedi 16 février dans LA PRESSE



## États-Unis Mort de l'ex-policier meurtrier confirmée

Le corps calciné retrouvé dans un chalet de la région de Los Angeles est bien celui de Christopher Dorner, ex-policier responsable de la mort de quatre personnes dans une vendetta contre la police, ont annoncé hier les autorités. Après six jours d'une vaste chasse à l'homme, le militaire réserviste et ancien policier de 33 ans s'était barricadé dans un chalet, qui avait pris feu après un assaut des forces de l'ordre. L'institut médico-légal de San Bernardino a confirmé que les restes humains retrouvés sur place étaient bien ceux de Christopher Dorner. — AFP



PHOTOS REUTERS

Trois des prétendants à la papauté issus de l'Amérique latine: de gauche à droite, Oscar Andrés Rodríguez Maradiaga, du Honduras, Odilo Pedro Scherer, du Brésil, et Leonardo Sandri, de l'Argentine.

# L'Amérique latine veut son pape

## De grands espoirs pour la région où vivent la moitié des chrétiens de la planète

La moitié des adeptes du christianisme vivent en Amérique latine et beaucoup souhaitent que le futur Saint-Père ne soit pas européen, mais originaire de leur région. Sur Twitter, les publications réclamant un *papa latino* se multiplient. Voici un exemple argentin de ce mouvement.

**OLIVIER UBERTALLI**  
COLLABORATION SPÉCIALE

Buenos Aires — Fin connaisseur du Vatican, Esteban Caselli a été ambassadeur argentin au Saint-Siège entre 1997 et 2000. « C'est un bon moment » pour un pape latino-américain, estime-t-il. « Sans faire de futurologie, dit-il, ce serait une grande fierté qu'après un pape polonais, puis allemand, le nouveau pape soit latino-américain. On verrait avec beaucoup de joie que l'Esprit saint se souvienne du peuple latino-américain et illumine les 118 cardinaux durant le concile. »

Esteban Caselli a déjà son favori: le cardinal argentin Leonardo Sandri. « À 69 ans, il est jeune et a une grande expérience. Il a été la "voix de Jean-Paul II" et il est préfet de la Congrégation pour les Églises orientales », plaide-t-il.

Jean-Paul II a été le premier à briser le monopole

italien de la papauté depuis des siècles. Au concile de 2005, selon la rumeur, un Latino-Américain, le cardinal argentin Jorge Bergoglio, serait même arrivé deuxième derrière Joseph Ratzinger. L'âge avancé de l'archevêque de Buenos Aires (77 ans) ne joue pourtant pas en sa faveur aujourd'hui.

**«Je crois que l'Amérique latine a son mot à dire avec son expérience de la pauvreté, avec ses bons résultats d'évangélisation.»** — Guillermo Marcó, archevêque de Buenos Aires

Outre Sandri, les deux *papabili* les plus cités sont le Brésilien Odilo Pedro Scherer, 63 ans, archevêque de São Paulo, et le Hondurien Oscar Andrés Rodríguez Maradiaga. À 70 ans, ce dernier combat au quotidien la corruption et le trafic de drogue.

Sur le parvis de l'église Jesus de Sacramento, à Buenos Aires, les fidèles se pressent,

en pleine semaine, pour assister à la messe. « Ce serait une grande fierté en tant qu'Argentine et en tant que catholique d'avoir un pape latino-américain. Cela permettrait notamment de consolider l'unité latino-américaine alors que de nombreux courants religieux se transforment en sectes », dit Maria, mère de famille.

**«Un cadeau de Dieu»**

Dina, grand-mère joviale, renchérit dans la foulée: « Quelle joie si le pape était argentin, un fils du pays! Nous avons accueilli tant de monde ici que ce serait un beau cadeau de Dieu à partager avec les autres. »

et les huit sont pleines. De leur côté, les évêques européens devraient s'interroger sur l'évangélisation dans leurs pays, car ils n'obtiennent pas de résultats apparents. On prie de moins en moins en Europe et c'est triste de voir que les églises ressemblent presque à des musées », affirme le prêtre.

**Évangélisation**

Guillermo Marcó s'attriste que, malgré cela, peu de Latino-Américains aient été promus cardinaux au cours des dernières années. « Si elle s'est beaucoup internationalisée, la Curie romaine reste majoritairement ita-

**BENOÎT XVI APPELLE À UN «VRAI RENOUVEAU» DE L'ÉGLISE**

Le pape Benoît XVI a appelé hier à un « vrai renouveau » de l'Église, dans un émouvant message d'adieu lu à un millier de prêtres de Rome, auquel il a annoncé son intention de « se retirer du monde » après sa démission historique le 28 février.

« Nous devons travailler à la réalisation du vrai concile et d'un vrai renouveau de l'Église », a déclaré le pape, les yeux cernés et la voix un peu rauque, dans une méditation en italien improvisée pendant 35 minutes.

Le pape a rappelé l'enthousiasme qu'il vécut au concile Vatican II, de 1962 à 1965, qui a renouvelé l'Église, dans sa liturgie et ses rapports avec les autres religions. Lui-même y participait en tant qu'expert en théologie aux côtés du cardinal de Cologne Joseph Frings, l'un des prélats qui voulaient le plus changer l'Église.

Mais selon lui, les médias réunis à Rome firent alors leur « propre concile », donnant une vision toute politique de ce moment spirituel.

— Agence France-Press



PHOTO ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

## Grèce Îles à louer ou à vendre pour cause de récession

La location des îles publiques et la vente des îles privées, dont les Grecs espèrent des rentrées d'argent frais, seront soumises à l'aval de l'armée et de la police en vertu d'un amendement voté hier par le Parlement, a annoncé le ministère de la Défense.

Cet amendement introduit « une soupape de sécurité », devant notamment les contestations turques de la souveraineté de la Grèce en mer Égée, où se situent nombre de ses îles et îlots,

a indiqué à l'AFP une source du Ministère. Les îles grecques sont aussi depuis des années un relais de l'intense trafic de migrants transitant par la Grèce en provenance de Turquie. L'amendement précise les modalités d'une loi récente ouvrant à l'État grec surendetté la possibilité de louer à long terme les îles qui lui appartiennent, dans une tentative d'attirer les investissements et de remplir ses caisses.

— Agence France-Press

## Indonésie Trois églises attaquées au cocktail Molotov

Trois églises dans le centre de l'Indonésie ont été attaquées hier avec des cocktails Molotov, sans faire de victimes et ne causant que des dégâts légers, selon la police.

Ces incidents ont eu lieu dans le sud de l'île de Sulawesi, régulièrement secoué par des conflits religieux. « Si nous comprenons bien, les assaillants ont jeté contre les églises des bouteilles remplies avec des matières inflammables », a déclaré le porte-parole de la police nationale, Agus Riyanto. Il a précisé que la porte d'entrée de l'une d'elles avait pris feu. Des témoins ont réussi à éteindre

les flammes et les églises ont été légèrement endommagées. Personne n'a été blessé, a-t-il ajouté.

Déjà le week-end dernier, deux autres églises avaient été attaquées de la même façon à Sulawesi. Une partie de cette île a été pendant des décennies le théâtre de violences entre musulmans et chrétiens, avec des milliers de tués ou de déplacés, avant la signature en 2001 d'un accord de paix.

Environ 90% des 240 millions habitants de l'Indonésie se disent musulmans. La grande majorité pratique une forme modérée de l'islam.

— Agence France-Press

Grande vente de démos B&O

Du 15 au 18 février

# Prix B&O nB&O n

Fillion vous fait une fleur en vous offrant des amours de produits B&O. Des rabais tout doux qui vous donneront envie d'en profiter très vite!



BANG & OLUFSEN

**FILLION**  
ÉLECTRONIQUE  
Vous êtes bien entouré

MONTRÉAL : 5690, Sherbrooke Est, Qc, H1N 1A1  
LAVAL : 2523, Aut. des Laurentides, Qc, H7S 1Z7  
www.fillion.ca

T : 514-254-6041  
T : 450-688-0333

## DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

## ÉDITORIAL

# La pertinence avant tout



ARIANE KROL  
 akrol@lapresse.ca

Le gouvernement Marois cherche à combler des besoins très précis avec son nouvel appel d'offres de 15 000 places en garderie à 7\$. Bonne idée, d'autant plus qu'il s'agit des dernières places à contribution réduite qu'il aura à créer pour tenir sa promesse électorale. Il devrait cependant permettre aux garderies privées non subventionnées de proposer leurs services.

Des établissements situés dans des secteurs défavorisés, ainsi qu'en milieu de travail ou d'études. Des places réservées aux poupons (moins de 18 mois), aux enfants handicapés ou à d'autres besoins spécifiques. La qualité de l'approche éducative et la place faite aux parents. Voilà quelques-uns des critères qui seront considérés dans l'attribution des nouvelles places à 7\$.

Il faudra voir si la répartition finale correspond vraiment aux besoins identifiés, mais *a priori*, la démarche paraît nettement plus rigoureuse que celle utilisée lors de l'attribution des 18 000 places de 2008, sous la houlette du gouvernement libéral.

On ne voit donc pas quel grand péril Québec courrait en ouvrant son appel d'offres aux garderies privées non subventionnées ayant déjà pignon sur rue.

Si aucune ne présente le meilleur dossier de son secteur géographique, tant pis. Si certaines, par contre, se retrouvent sur le dessus de la pile après une évaluation rigoureuse, ce sera une bonne nouvelle pour les parents et leurs enfants. Ils auront accès à un projet encore meilleur que ce qui aurait été présenté dans le cadre de l'appel d'offres actuel.

La ministre de la Famille, hélas, n'en démord pas. En

garderie privée, seules les nouvelles places seront considérées, et ne constitueront pas plus de 15% du total.

Nicole Léger ne cache pas sa préférence pour le modèle des CPE, des entreprises d'économie sociale à but non lucratif régies par des conseils d'administration composés d'une majorité de parents.

Sur ce point, évidemment, les garderies à but lucratif ne se qualifient pas. Mais pour le reste, rien ne prouve qu'elles soient incapables de répondre aux besoins. Or, s'il y a un critère qui devrait primer dans la répartition des places à contribution réduite, c'est bien celui-là – davantage, il nous semble, que le mode de gestion des établissements.

D'autant plus que cette réticence envers les garderies privées ne semble pas partagée par la clientèle. Dans la dernière enquête de l'Institut de la statistique publique sur le sujet, le mode de garde répondant le plus au souhait des parents était la garderie ou CPE à 7\$ – le questionnaire ne faisait pas de distinction. Et les témoignages recueillis sur notre blogue tracent un portrait très nuancé des préférences des parents.

■ ■ ■

Les garderies non subventionnées n'ont pas aidé leur cause en exigeant que leurs places soient subventionnées automatiquement, et en accusant l'État de concurrence déloyale – pas plus que la CAQ en reprenant ce discours, d'ailleurs.

Malgré l'amélioration du crédit d'impôt pour frais de garde en 2008, les parents préfèrent toujours les places à 7\$. Pourtant, le nombre de places non subventionnées s'est presque multiplié par huit depuis. Pourquoi autant d'entrepreneurs ont-ils fait fi de la réalité du marché? Mystère. Mais les contribuables n'ont pas à payer pour ces analyses déficientes.

Les services des garderies non subventionnées devraient être considérés, et retenus s'ils sont les meilleurs. Ni plus, ni moins.

## APRÈS BANANARCHISTE, VOICI BLÉ D'INDIGNÉ



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

### LAPRESSE.CA/DEBATS



> IL N'Y AURA PAS DE SECOND «PRINTEMPS ÉRABLE»  
 Par André Pratte, à lire sur le Blogue de l'édito

#### ENTREVUE ÉDITORIALE

##### Trop chère, l'essence?

André Pratte estime que les consommateurs s'énervent pour rien à ce sujet. Alain Dubuc croit au contraire que leur indignation est justifiée.

### RÉPLIQUE

## Pas de citoyens de seconde classe

#### JASON KENNEY

L'auteur est ministre fédéral de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme. Il réplique à la chronique d'Agnès Gruda intitulée «Des citoyens plus égaux que d'autres», qui a été publiée lundi dernier.

La présente a pour but de corriger plusieurs points de la chronique et de préciser dans quel contexte j'ai suggéré que les terroristes déclarés coupables devraient se voir retirer leur passeport canadien.

Comme vous l'avez indiqué, pratiquement toutes les autres démocraties, de la France à la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni à l'Australie, disposent de ce pouvoir, que le Canada a déjà eu. La Loi sur la citoyenneté de 1947 contenait une disposition conférant le pouvoir de révoquer la citoyenneté des personnes reconnues coupables de trahison. L'abrogation de cette disposition en 1977 a affaibli la législation canadienne en matière de citoyenneté par rapport à d'autres démocraties occidentales.

Tout comme la Loi sur la citoyenneté de 1947, le projet de loi C-425 émanant du député Devinder Shory repose sur le principe que la citoyenneté constitue un privilège fondé sur la loyauté réciproque. Si le titulaire d'un passeport canadien conserve la citoyenneté d'un autre pays pendant qu'il fait la guerre au Canada, il faudrait reconnaître cette situation pour ce qu'elle est: une violente répudiation de sa citoyenneté canadienne.

En d'autres mots, la répudiation de la citoyenneté canadienne devrait être possible non seulement par la signature d'une demande à cet effet, qui constitue une formalité juridique, mais devrait également s'avérer une conséquence logique des actes de violence commis par l'intéressé.

La question est de savoir si ce principe devrait également s'appliquer aux titulaires d'un

passeport canadien reconnus coupables d'actes terroristes graves. Vous vous demandez comment définir le terrorisme. La réponse se trouve dans notre Code criminel ainsi que dans les lois des autres démocraties, qui ont toutes défini le terrorisme du point de vue du Code pénal.

Vous vous demandez également ce qu'il adviendrait si un Canadien était reconnu coupable de «terrorisme» par un régime totalitaire comme l'Iran ou la Syrie. Il s'agit d'une question pertinente. Évidemment, il faudrait établir des critères juridiques très rigoureux pour déclencher un processus de

aussi valide que la citoyenneté de naissance. C'est pourquoi j'estime que le projet de loi du député Shory, de même que toute modification à ce dernier, devrait s'appliquer également à tous les Canadiens.

Bien entendu, compte tenu de nos obligations en matière de traités internationaux, nous pouvons seulement révoquer la citoyenneté de personnes qui possèdent deux nationalités ou plus, afin d'éviter de créer des apatrides. Mais le fait qu'une personne possédant plusieurs nationalités soit née au Canada ou naturalisée ne devrait faire aucune différence.

#### Compte tenu de nos obligations en matière de traités internationaux, nous pouvons seulement révoquer la citoyenneté de personnes qui possèdent deux nationalités ou plus, afin d'éviter de créer des apatrides.

répudiation présumée de la citoyenneté et mettre en place des mesures de protection juridiques adéquates supervisées par les systèmes juridique et politique du Canada, comme c'est le cas dans d'autres pays qui disposent de ce pouvoir.

Ce qui est plus grave, c'est que votre chronique laisse entendre que cela ferait des citoyens naturalisés des citoyens de «seconde classe». Je ne suis pas d'accord. La citoyenneté par naturalisation est tout

Le projet de loi judicieux du député Shory ainsi que les modifications que j'ai proposées permettraient enfin au Canada d'harmoniser sa façon de faire à celle d'autres démocraties libérales et renforceraient la valeur de la citoyenneté canadienne. Cela enverrait un message clair selon lequel la citoyenneté canadienne a une véritable signification et qu'elle n'est pas un simple laissez-passer que les terroristes violents peuvent utiliser avec impunité.

#### DOUBLE TRAITEMENT

Dans les faits, une telle politique créerait, indirectement, deux types de citoyens. Ceux qui ne possèdent que la citoyenneté canadienne. Et ceux qui possèdent déjà un autre passeport – souvent des immigrants, ou des Canadiens de deuxième génération issus de l'immigration. Les premiers, généralement des Canadiens de «vieille souche», garderaient leur citoyenneté même s'ils commettent les pires crimes, y compris des actes terroristes. Les autres risqueraient d'en être déchus. C'est ce double traitement que je dénonçais dans ma chronique. – Agnès Gruda

### LE DÉBAT DU JOUR

## Superflue, la Saint-Valentin?

#### ESPOIRS ET PRESSION



STÉPHANE LÉVESQUE  
 Enseignant en français au secondaire à L'Assomption

La fête de Saint-Valentin, comme celle de Noël, crée des attentes. On s'attend à recevoir du chocolat, des fleurs, des bijoux... Même les enfants, qui n'ont souvent pas de valentin, s'attendent à recevoir des cadeaux. Ce sont des clichés et ça confère à cette fête un certain côté québécois, mais c'est la Saint-Valentin... En fait, c'est une fête qui préoccupe les femmes différemment des hommes: les femmes craignent d'être oubliées par leur valentin et les hommes craignent d'oublier leur valentine. En cas d'oubli, elles ne le pardonneraient pas facilement... Les femmes ont des espoirs et les hommes ont de la pression. Pour éviter les cataclysmes, les hommes achètent ce qui est nécessaire pour «prouver leur amour»... Un petit quelque chose pour madame, un pour chaque enfant, un pour la secrétaire au bureau... La Saint-Valentin est un événement beaucoup trop commercial et je la rayerais du calendrier. L'effort est plus réussi quand on offre des fleurs, du chocolat et des bonbons lors d'une journée ordinaire, alors que personne ne s'y attend.

#### UNE FÊTE D'AMOUR



FRANCINE LAPLANTE  
 Femme d'affaires

La Saint-Valentin, c'est la fête des amoureux. Pourquoi ne pas profiter de cette occasion pour exprimer toute notre gratitude à nos enfants, à nos parents, à notre famille, à nos collègues de travail, à nos voisins, au commis à l'épicerie, au chauffeur d'autobus? Pourquoi ne pas prendre le temps de sourire et dire un merci sincère et chaleureux à la dame qui nous servira le café? Pourquoi ne pas prendre le temps de téléphoner à un ami qu'on n'a pas vu depuis des siècles, simplement pour prendre de ses nouvelles? L'amour peut prendre une multitude de formes: il peut s'exprimer par la plus belle bague à diamant ou par le plus coûteux des parfums, mais l'amour, le véritable amour, se révèle surtout dans la sincérité des gestes que nous posons en regardant dans les yeux la personne qui nous est chère. En s'intéressant aux êtres humains que nous côtoyons, en exprimant nos sentiments et en disant des: «Je t'apprécie, tu es important pour moi, merci pour tout ce que tu fais pour moi.»

Faites aussi valoir votre point de vue sur [www.lapresse.ca/debats](http://www.lapresse.ca/debats)

## À BIEN Y PENSER

## DÉBATS

Les banques font des profits records année après année. Elles bénéficient de l'arrivée des jeunes diplômés sur le marché du travail parce que ceux-ci commencent alors à emprunter massivement pour l'achat d'une voiture, d'une propriété et de biens de consommation importants. Conséquemment, les banques devraient devenir les plus grands mécènes de l'éducation en injectant ce qu'il faut pour que le plus grand nombre de jeunes ait accès aux études supérieures au plus bas coût possible. Ainsi, nous pourrions offrir la gratuité scolaire à tous les niveaux.

— Danielle Carter, Lac-Brome

## Un pape près de chez vous...



ALAIN DUBUC  
COLLABORATION SPÉCIALE  
adubuc@lapresse.ca

Même si le Québec est devenu une société très laïque, l'abdication du pape Benoît XVI y provoque des remous. Pas parce que son départ laissera un vide chez les fidèles, mais plutôt parce que son remplaçant sera peut-être québécois.

Marc Ouellet, qui fut l'archevêque de Québec, pour devenir un proche conseiller du souverain pontife démissionnaire, est l'un des grands favoris dans la course à la succession, si l'on en croit les observateurs du Vatican ou même les *bookmakers*.

Au-delà des réflexes de fierté chauvine, ou des avantages touristiques de son éventuelle victoire pour son Abitibi natale, le fait qu'un évêque québécois puisse être un candidat sérieux à la papauté comporte des éléments positifs. Cela nous ouvre une fenêtre sur le fonctionnement de l'Église catholique, ses problèmes et ses défis.

Rien de plus abstrait que les débats théologiques, rien de plus compliqué que les affrontements doctrinaux au Saint-Siège. Mais le fait qu'un des protagonistes de ces luttes de pouvoir soit un Québécois francophone, que nous avons côtoyé, vu et entendu, nous donne un accès plus direct à l'un des gardiens de la doctrine de l'Église.

Et comme M<sup>gr</sup> Ouellet a participé à nos débats publics, il a appliqué sa grille d'analyse à des contextes avec lesquels nous sommes familiers. Ce qu'il a pu dire sur le Québec nous éclairera sur la doctrine qui semble actuellement dominer l'Église catholique.

### Le fait qu'un évêque québécois puisse être un candidat sérieux à la papauté comporte des éléments positifs.

Le cardinal Ouellet n'est pas un vieillard affaibli. C'est un homme vif, énergique, qui n'a pas la langue dans sa poche, parfois même agressif dans ses interventions. Il a comparé les cours d'éthique et de culture religieuse, qu'il dénonçait, à « des cours d'État imposés tous azimuts comme dans les pays totalitaires » et lancé des phrases à l'emporte-pièce du genre: « Il est grand temps qu'on freine l'intégrisme laïciste, imposé à même les fonds publics ».

Voilà pour la forme. Sur le fond, M<sup>gr</sup> Ouellet est un homme que l'on peut qualifier de réactionnaire, dans le sens précis du terme: « mouvement d'idées, action qui s'oppose au progrès social et qui vise à rétablir des institutions antérieures ». Dans son cas, un combat contre les effets de la Révolution tranquille et pour un retour aux fondements de la société québécoise, la langue et la religion.

C'est dans un mémoire à la commission Taylor-Bouchard qu'il a été le plus clair à ce sujet, et je vais le citer abondamment pour ne pas trahir sa pensée. « Qu'on veuille ou non le reconnaître, il faudra un jour se dire toute la vérité à propos de la Révolution tranquille et avoir le courage de reconnaître que si des gains ont été réalisés au plan social et économique, un véritable fiasco en résulte sur le plan religieux et aussi sur le plan humain.

« Le vrai problème québécois est le vide spirituel créé par une rupture religieuse et culturelle, une perte substantielle de mémoire, entraînant une crise de la famille et de l'éducation, qui laisse les citoyens et citoyennes désorientés, démotivés, sujets à l'instabilité et rivaux à des valeurs passagères et superficielles.

« D'où le désarroi de la jeunesse, la chute vertigineuse des mariages, le taux infime de natalité et le nombre effarant d'avortements et de suicides pour ne nommer que quelques-unes de ces conséquences qui s'ajoutent aux conditions précaires des aînés et de la santé publique.

« Il est grand temps de se demander: Québec, qu'as-tu fait de ton baptême? », concluait-il, affirmant que « Le Québec est mûr pour une nouvelle évangélisation en profondeur. » Voudrait-il appliquer le même diagnostic et la même solution à l'ensemble des sociétés avancées? Ça n'a pas fonctionné à Québec.



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Les garderies commerciales s'installent d'abord là où il y a non seulement des enfants, mais surtout là où il y a des familles capables d'assumer un tarif quotidien élevé.

## La business avant les enfants

Les garderies commerciales ont fort à faire pour démontrer que leurs services sont d'aussi bonne qualité que les CPE

CAMIL BOUCHARD, TAMARA LEMERISE, ANDRÉE POMERLEAU ET GÉRARD MALCUIT

Les auteurs sont d'ex-professeurs et chercheurs du développement et des milieux d'apprentissage des enfants à l'UQAM.

Le débat autour des nouvelles places annoncées par le ministre de la Famille porte essentiellement sur la réaction des garderies commerciales (privées à but lucratif) qui se plaignent du fait que la ministre ne les considère pas dans la création des nouvelles places subventionnées.

Leur principal argument est que cela coûterait moins cher au gouvernement et que la création de nouvelles places en CPE représente une concurrence déloyale.

Leurs représentants prétendent en effet que la création de CPE en installation menace la survie des garderies commerciales. La décision de la ministre repose essentiellement sur le constat que les enfants qui pourraient profiter le plus de la fréquentation d'un service de garde à tarifs réduits, c'est-à-dire les enfants vulnérables ou de milieux défavorisés, y sont moins présents qu'il ne devrait.

Cela n'est guère surprenant. Depuis la création de ces services à tarifs réduits, les gouvernements ont d'abord favorisé l'allocation des places en vertu d'un objectif de conciliation travail-famille.

Les besoins pressants des milieux où les parents travaillent ont d'abord été pris en compte dans la création des places.

L'autre objectif poursuivi par la politique familiale qui a inspiré la création de ces services de garde éducatifs, à savoir le développement optimal de TOUS les enfants, passait alors forcément en second. Cela est devenu encore plus évident sous le gouvernement Charest qui a favorisé dès 2003 la création de places en garderies privées plutôt qu'en CPE.

Or, les garderies commerciales s'installent d'abord là où il y a non seulement des enfants, mais surtout là où il y a des familles capables d'assumer un tarif quotidien élevé, en attendant le remboursement partiel de ces frais par les crédits d'impôt.

La ministre a fait connaître très clairement ses objectifs: rehausser le taux de fréquentation des services de garde éducatifs chez les enfants les plus vulnérables. Conséquemment, elle favorise la création d'installations dans les milieux les moins fortunés, là où ne vont pas s'installer *a priori* les garderies privées à but lucratif, on en conviendra.

De ce point de vue, on voit mal comment les garderies commerciales qui sont moins présentes dans ces milieux seraient à ce point menacées. Celles qui pourraient l'être se sont installées là où sévissait un manque important de places subventionnées et où les parents plus fortunés n'avaient pas le choix que de payer le prix fort.

Or, convoitées par les parents, ceux-ci choisissent les places à tarifs réduits lorsqu'elles deviennent disponibles. D'où l'intérêt des garderies commerciales pour ces nouvelles places subventionnées. Cependant, au-delà de ces considérations mercantiles, deux recherches importantes arrivent à la conclusion que la qualité des services offerts en garderies commerciales est inférieure à celle que l'on retrouve dans les CPE.

Les représentants de ces garderies ont fort à faire pour nous convaincre que les conditions de travail qui y prévalent sont égales à celles présentes dans les CPE, y compris en ce qui a trait au salaire. Ils ont aussi fort à faire pour nous démontrer que la formation initiale de leur personnel est égale à celle des éducatrices et éducateurs en CPE, et que la formation continue y est d'une aussi grande qualité. Ils ont aussi à démontrer comment ils arrivent à éviter le roulement de leur personnel, à assurer une présence stable de leur personnel sans laquelle il est bien difficile d'imaginer des liens d'attachement fort entre les enfants et le personnel et que ceux-ci puissent avoir une connaissance adéquate des enfants que les parents leur confient.

En un mot, les représentants de l'ensemble des garderies commerciales doivent faire la démonstration que leurs revendications visent d'abord le développement des enfants et non le développement de leur *business*.

## Le juste milieu n'est pas la solution



PIERRE PAQUETTE  
Professeur d'économie au Collège de Maisonneuve, l'auteur a été député du Bloc québécois. Il collabore régulièrement aux pages Débats.

Les interventions de Jacques Parizeau et Bernard Landry ont pu clarifier une chose: pour ces deux anciens premiers ministres du Québec, le gel et l'indexation des droits de scolarité sont deux notions différentes.

Pour M. Landry, partisan de l'indexation, « geler, ça veut dire diminuer, si on tient compte de l'inflation ». M. Parizeau dit exactement la même chose. Il n'y a que la première ministre Marois pour considérer ces deux notions comme synonymes. Gel et indexation, ou vice et versa.

On comprend que les dirigeants étudiants n'aient pas été tentés par ce débat sémantique. D'autant plus que M<sup>me</sup> Marois n'a jamais expliqué les fondements de sa proposition d'indexation des droits de scolarité. S'agit-il de l'indexation au coût de la vie ou au coût de système du réseau universitaire, ou encore une indexation qui assure que la part dans les coûts assumés par les étudiants reste la même? Dans tous les cas, cela signifie que les étudiants devront payer plus chaque année.

Pierre Fortin, farouche partisan de l'augmentation des droits de scolarité, admet lui-même que la gratuité scolaire permettrait à 20 000 personnes de plus d'accéder aux études supérieures. Par le fait même, il confirme que les droits de scolarité ont un effet sur l'accès à l'université, ce qui était nié par plusieurs partisans des hausses importantes dans ce domaine. C'est un facteur dont devront tenir compte les participants au Sommet sur l'enseignement supérieur.

**Le fait de présenter une position mitoyenne entre les hausses substantielles des libéraux et la gratuité absolue et immédiate ne constitue pas en soi une démonstration de la valeur de la proposition de l'indexation.**

Le fait de présenter une position mitoyenne entre les hausses substantielles des libéraux et la gratuité absolue et immédiate ne constitue pas en soi une démonstration de la valeur de la proposition de l'indexation, quelle que soit la formule retenue. Le juste milieu n'est pas une position politique.

La situation des finances publiques et les choix budgétaires du gouvernement ne peuvent non plus tenir lieu, à moyen et long terme, de fondement au choix de l'indexation. Lorsque j'étais au comité des Finances à Ottawa, chaque consultation prébudgétaire ramenait les recteurs et les associations étudiantes à exiger la restauration des transferts en éducation postsecondaire du fédéral coupés par les libéraux au milieu des années 90. Ce sont plus de 800 millions de dollars par année que le Québec perd, soit presque ce que la gratuité scolaire pourrait coûter. Depuis quelques années, étrangement, aucune revendication de ce côté-là.

Selon M. Parizeau, à la fin des années 60, le gouvernement de Daniel Johnson, après avoir instauré la gratuité au collégial, avait constaté qu'il n'avait pas l'argent nécessaire pour le faire à l'université. Il avait pris alors un moyen, le gel, pour l'atteindre à terme. Une approche semblable, avec d'autres moyens, pourrait être prise aujourd'hui, si le consensus allait dans le même sens.

Le gouvernement ne pourra faire l'économie d'une démonstration sur la validité de sa proposition s'il veut arriver à un résultat solide et durable au sortir du Sommet de la fin février. Il ne faudrait pas que la première ministre table uniquement sur l'appui de l'opinion publique, opinion qui était en faveur des hausses drastiques des libéraux au printemps dernier.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070  
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453  
www.lapresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363  
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816  
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320  
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ 514.285.6931

# Dites-lui *je t'aime* autrement!

## Un témoignage bouleversant



**On la croyait dans le coma ; elle était consciente.  
Elle entendait, impuissante, défiler sa famille en pleurs.  
« J'avais envie de crier : je suis vivante ! »**



Angèle Lieby raconte dans ce livre son expérience hors du commun : l'enfer d'une femme enfermée dans son propre corps qui entend tout, ressent tout, sans pouvoir réagir ; l'amour de ses proches, qui ne l'abandonnent jamais ; sa lente résurrection. Une incroyable leçon de vie, d'amour et de détermination.

**Une larme m'a sauvée**  
Angèle Lieby avec Hervé de Chalendar  
24,95 \$

## Les 100 lois de l'amour, de la famille et de la vie



**Une collection vendue à plus de deux millions d'exemplaires dans le monde.**

On cherche tous le bonheur. Il n'existe pas de recette miracle pour devenir un bon ami, un bon parent ou le partenaire de vie idéal. Richard Templar propose 100 lois qui mènent à une vie épanouie. Rien de complexe, non ; plutôt des conseils clairs, simples et si pleins de bon sens qu'on en vient à les oublier.

**Les 100 lois de l'amour ■ Les 100 lois de la famille  
Les 100 lois de la vie**  
Richard Templar  
19,95\$ ch.



## Prendre soin de son alimentation n'aura jamais eu si bon goût !



Prendre soin de son alimentation est l'un des meilleurs moyens de prévenir les maladies cardiovasculaires. Pour nous inciter à mieux manger dans le plaisir, l'Institut de Cardiologie de Montréal a mis au défi 10 chefs québécois de tourner le dos au gras et au sel pour créer chacun 10 recettes délectables et bonnes pour le cœur. Résultat : 100 recettes exquises totalement santé !

**100 recettes pour toi mon cœur**  
Fondation de l'Institut de cardiologie de Montréal  
**Nouveau prix : 24,95 \$**

En vente partout où l'on vend des livres

Les Éditions  
Transcontinental

**CARACTÈRE**

**tc** • MEDIA